

## HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

**Art. 43.** De artikelen 25, 26 en 27 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen hebben uitwerking op 9 januari 2023.

**Art. 44.** Dit besluit heeft uitwerking op 9 januari 2023.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 2 in werking bij de eerstvolgende vernieuwing van de raad van bestuur van SPAQuE.

**Art. 45.** De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2023.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42741]

**23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, alinéa 1<sup>er</sup>, D.250, D.251 et D. 263, § 1<sup>er</sup> et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, les articles 2, § 2, 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 6, 7, 13, § 2, alinéa 4, 14, § 2, alinéas 2 et 3, 3 et 4, 16, § 2, alinéa 2, 21, alinéa 2, 23, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, alinéa 3, 27, § 2, 30, alinéa 2, 44, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 45, alinéa 2, 47, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 54, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 56, § 2, 59, 60, § 3, 67, § 2, 68, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 69, alinéas 3 et 4, et 70, alinéas 2, et 3 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

## CHAPITRE 1. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables ;

2<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

3<sup>o</sup> CESS : le certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

4<sup>o</sup> Comité d'installation : le Comité d'installation créé par l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5<sup>o</sup> CQ6 : le certificat de qualification professionnelle délivré à la fin de la sixième année de l'enseignement secondaire ;

6° organisation : l'organisation à laquelle le ministre a confié la mission de garantir le développement d'outils de maîtrise de la qualité des analyses et des conseils intervenants pour une agriculture raisonnée en Wallonie ;

7° surfaces de compensation écologique : les surfaces agricoles sur lesquelles est exercée une contrainte spécifique en compensation de laquelle un agriculteur bénéficie d'un soutien financier sur base d'une convention passée avec un tiers privé ;

8° titulaire : le titulaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

## CHAPITRE 2. — *Éléments relatifs aux définitions*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Critères relatifs au maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 2, § 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, l'agriculteur empêche l'embroussaillage et l'envahissement de ses terres arables non productives par des ligneux, tout en respectant et en maintenant les particularités topographiques présentes sur celles-ci.

L'agriculteur procède à la coupe de la végétation ligneuse après le 31 juillet.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la coupe de la végétation ligneuse est réglementée selon les éléments suivants :

1° le cahier des charges des mesures agro-environnementales et climatiques prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, mises en œuvre sur des terres arables ;

2° le cahier des charges des éco-régimes prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, mis en œuvre sur des terres arables ;

3° les articles 72, 74 et 75 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

4° les contrats régissant la gestion des surfaces de compensation écologique.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas aux terres sur lesquelles l'agriculteur a procédé à l'installation d'un couvert végétal permanent conformément à l'article D.33/3, alinéa 3, du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 2, § 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, les prairies permanentes non productives sont fauchées sans export du produit de la fauche au moins une fois par année.

La fauche a lieu entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre inclus.

Pour l'application du présent article, l'on entend par « prairies permanentes non productives » les prairies permanentes ni pâturées, ni fauchées ainsi que les prairies permanentes fauchées dont le produit de la fauche n'est pas exporté.

§ 2. Lorsque la prairie permanente se situe au sein de l'un des éléments suivants, l'obligation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est exécutée conformément aux réglementations pertinentes :

1° les sites Natura 2000 ;

2° les réserves naturelles domaniales visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les réserves naturelles agréées visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les zones humides d'intérêt biologique visées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique et les parcelles sous contrat de gestion avec le Département de la Nature et des Forêts de l'administration au sens de l'article 3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ou avec une association agréée de conservation de la nature ;

3° les prairies de haute valeur biologique faisant l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 4 conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

La fauche a lieu en toute hypothèse au moins une année sur deux.

**Art. 4.** En application de l'article 2, § 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, en ce qui concerne le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, sur les parcelles occupées par des cultures permanentes, l'agriculteur coupe la végétation ligneuse située entre les arbres productifs au moins une fois par an.

Les cultures permanentes présentent les signes d'une taille ou d'un entretien réalisé au moins une fois tous les deux ans.

Les signes d'une taille ou d'un entretien réalisés au moins une fois tous les deux ans sont les suivants :

1° pour les cultures fruitières pluriannuelles de basses tiges, l'absence de branches mortes, cassées, endommagées ou malades ainsi que de chicots ;

2° pour les framboisiers (*Rubus idaeus*), les cannes ayant fructifié sont coupées ;

3° pour les vignes (*Vitis* spp.), les sarments sont coupés de façon à maintenir le potentiel de production et la structure de la plante ;

4° pour la culture de houblon (*Humulus lupulus*), les lianes sont coupées de façon à maintenir le potentiel de production et la structure de la plante.

Ne sont pas soumises à l'obligation visée à l'alinéa 2 :

1° les cultures forestières à rotation courte et les taillis à très courte rotation ;

2° les cultures fruitières pluriannuelles de hautes tiges ;

3° les miscanthus (*Miscanthus* spp.) ;

- 4° le noisetier (*Corylus* spp.) ;
- 5° le noyer (*Juglans* spp.) ;
- 6° les pépinières de plants forestiers.

*Section 2.* — Critères supplémentaires pour les surfaces présentant un taux de couverture herbacé supérieur à 50 % et inférieur 90 % pour être considérées comme des prairies permanentes

**Art. 5.** En application de l'article 2, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, pour être considérées comme prairies permanentes, les surfaces présentant un taux de couverture herbacé supérieur à 50 % et inférieur à 90 % remplissent l'un des critères suivants :

1° elles sont désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « prairies de liaisons » (UG 5), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2), conformément à l'article 2, 2° à 5°, 14° et 15°, respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ;

2° elles font l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 4 « prairies de haute valeur biologique », conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

3° elles se situent dans un site de grand intérêt biologique au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la soumission de la demande unique.

*Section 3.* — Surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques locales établies

**Art. 6.** En application de l'article 2, § 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques locales où la couverture herbacée ne prédomine pas traditionnellement sont celles qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° leur taux de couverture en herbe et autres plantes fourragères herbacées est égal ou inférieur à 50 % de leur surface admissible ;

2° elles sont concernées par l'une des caractéristiques suivantes :

a) elles sont désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « prairies de liaisons » (UG 5), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) conformément à l'article 2, 2° à 5°, 14° et 15°, respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ;

b) elles font l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 4 « prairies de haute valeur biologique », conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

c) elles se situent dans un site de grand intérêt biologique au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la soumission de la demande unique.

*Section 4.* — Essences forestières admissibles pour les taillis à courte rotation

**Art. 7.** En application de l'article 2, § 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les essences pouvant être utilisées pour les taillis à courte rotation sont les suivantes :

- 1° l'aulne glutineux (*Alnus glutinosa*) ;
- 2° le bouleau verruqueux ou bouleau blanc (*Betula pendula*) ;
- 3° le charme (*Carpinus betulus*) ;
- 4° le chêne rouge d'Amérique (*Quercus rubra*) ;
- 5° l'érable champêtre (*Acer campestre*) ;
- 6° l'érable plane (*Acer platanoides*) ;
- 7° le merisier (*Prunus avium*) ;
- 8° le noisetier (*Corylus avellana*) ;
- 9° les peupliers (*Populus* spp.) ;
- 10° les saules (*Salix* spp.) ;
- 11° les sorbiers (*Sorbus* spp.) ;
- 12° le tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*) ;
- 13° le tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*).

CHAPITRE 3. — *Modalités de communication des documents*

**Art. 8.** En application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la transmission des pièces justificatives de la demande unique est réalisée selon les modalités suivantes :

1° soit, sous format papier envoyé sous pli recommandé ou déposé contre délivrance d'un reçu auprès de l'organisme payeur ;

2° soit, sous format électronique via le guichet électronique informatisé mis à disposition par l'administration ;

3° soit, via courriel, signé électroniquement ou reprenant la signature scannée, adressé à l'adresse électronique de l'organisme payeur.

CHAPITRE 4. — *Dates limites des soumissions*

**Art. 9.** En application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la date limite de soumission de la demande unique est fixée au 30 avril de chaque année.

La date limite de soumission des modifications de la demande unique entraînant une augmentation de celle-ci est fixée au 31 mai de chaque année.

Les modifications ne relevant pas du champ d'application de l'alinéa 2, peuvent être soumises jusqu'au 30 septembre de chaque année sauf si l'organisme payeur a déjà averti le demandeur de son intention de procéder à un contrôle sur place relatif à l'intervention demandée ou que ce contrôle révèle une non-conformité quelconque. Cette interdiction vaut uniquement pour la partie du document concernée par la non-conformité révélée lors du contrôle sur place.

CHAPITRE 5. — *Hectares admissibles au régime des paiements directs et les surfaces admissibles au sein de ceux-ci*

*Section 1<sup>re</sup>. — Parcelles à la disposition de l'agriculteur*

**Art. 10.** En application de l'article 13, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les parcelles déclarées sont à la disposition de l'agriculteur au 31 mai de l'année civile.

*Section 2. — Autorisation d'activités non-agricoles sur des surfaces agricoles*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 14, § 2, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les activités de gymkhana, de vélo tout terrain, de vélo-cross, de karting, de moto-cross, de quad-cross, d'auto-cross ou de stock-cars, de concentration de tracteurs agricoles hors du cadre d'un tractors-pulling, et d'autres matériels agricoles sont autorisées moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> elles ont lieu seulement une fois par an ;
- 2<sup>o</sup> elles sont limitées à quatre jours par an au maximum ;
- 3<sup>o</sup> elles ne modifient pas de manière irréversible le relief du sol, sauf si l'activité a obtenu au préalable un permis d'urbanisme ;
- 4<sup>o</sup> le responsable ou le demandeur procède à l'évacuation de toute installation mobile et, le cas échéant, à l'élimination des déchets dans un délai de huit jours à compter de la fin de l'activité ;
- 5<sup>o</sup> l'organisateur dispose d'un équipement anti-pollution approprié, lui permettant de récupérer les hydrocarbures accidentellement épanchés. L'organisateur prend les dispositions utiles afin d'éviter toute pollution de la nappe phréatique.

Dans l'hypothèse où la surface agricole faisant l'objet de l'autorisation se trouve dans une zone de prévention rapprochée ou dans une zone de prévention éloignée visée à l'article R.156 du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau., le ravitaillement des engins motorisés en carburant et en huile ainsi que leur réglage et leur entretien s'effectuent sur une aire étanche aménagée à cet effet.

§ 2. En application de l'article 14, § 2, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les demandes d'autorisation pour les activités visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont à adresser à l'administration au plus tard trente jours ouvrables avant la date prévue pour l'activité non agricole à l'aide du formulaire contenu dans la notice explicative jointe à la demande unique conformément à l'article D.32 du Code wallon de l'Agriculture. L'administration statue sur la demande d'autorisation de réaliser l'activité non agricole sur les surfaces agricoles concernées en fonction des critères énoncés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 12.** En application de l'article 14, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les activités autorisées moyennant une notification préalable auprès de l'administration sont :

- 1<sup>o</sup> la promenade organisée incluant le passage de promeneurs, à pied, à cheval ou à vélo, l'agro-golf ou toute autre activité similaire ;
- 2<sup>o</sup> l'organisation des activités suivantes, à condition que leur durée n'excède pas une semaine par an :
  - a) les animations, les spectacles ou les promenades ;
  - b) les commémorations ou les reconstitutions historiques ;
  - c) les fancy-fairs, les brocantes, les fêtes familiales ou à la ferme ;
  - d) les foires ou les manifestations agricoles ;
  - e) les manifestations culturelles, artistiques, folkloriques ou musicales ;
  - f) les rencontres socioculturelles ;
  - g) les tournois sportifs, les courses à pied, les courses d'obstacles ou les courses de chiens ;
- 3<sup>o</sup> la pratique des activités suivantes, pour autant que leur fréquence n'excède pas un week-end par mois :
  - a) l'aéromodélisme ;
  - b) l'équitation, la conduite d'attelages, les concours hippiques ;
  - c) le golf ;
  - d) le tir ;
  - e) le vol avec des engins motorisés ultras légers, des parapentes et des paramoteurs ;
- 4<sup>o</sup> l'installation d'un chapiteau ou d'une zone de parking, d'un cirque, de stands et kiosques pendant une durée de quinze jours par an au maximum ;
- 5<sup>o</sup> l'installation d'un camp de mouvement de jeunesse ou similaire pendant une durée d'un mois et demi par an au maximum.

*Section 3. — Surfaces réputées ne pas être utilisées essentiellement à des fins agricoles*

**Art. 13.** En application de l'article 14, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les surfaces réputées ne pas être utilisées essentiellement à des fins agricoles sont celles qui, en raison de leur situation, de leur contexte historique, de la disponibilité limitée pour des activités agricoles ou de la présence d'aménagements ou d'installations fixes, sont utilisées indéniablement et de manière permanente pour des objectifs primaires autres que l'activité agricole. Ces objectifs n'excluant pas que certaines activités d'entretien ou activités accessoires de nature agricole soient réalisées sur les surfaces concernées.

Les surfaces visées par l'alinéa 1<sup>er</sup> sont notamment :

- 1<sup>o</sup> les accotements ;
- 2<sup>o</sup> les châteaux d'eau, les réservoirs et les ouvrages de prise d'eau ainsi que leur enceinte ;

- 3° les coupe-feux ;
- 4° les jardins ;
- 5° les parcelles consacrées à la production d'énergie au moyen de panneaux photovoltaïques ;
- 6° les parcs publics et les espaces verts ;
- 7° les surfaces de gazon ;
- 8° les terrains de golf ;
- 9° les zones portuaires.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, l'on entend par « accotement », la bande de terre, composée d'un couvert herbacé, qui constitue la séparation entre une infrastructure routière telle qu'une route ou une voie ferrée et une autre limite fixe telle qu'un cours d'eau, un talus ou une limite de propriété d'autre part.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, l'on entend par « ouvrages de prise d'eau », les ouvrages visés à l'article D.2, 65°, du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

#### Section 4. — Détermination des surfaces non admissibles au sein des hectares admissibles

**Art. 14.** En application de l'article 16, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les surfaces occupées par les éléments suivants au sein de la parcelle agricole sont considérées comme des surfaces non admissibles :

- 1° les chemins de plus de deux mètres de large présentant une assise en dur ou en terre ;
- 2° les dépôts de fumier, de produits agricoles et de produits divers, en ce compris de matériel agricole, de bois, de déchets de construction et de terrassement, de déchets divers, de pneus et de bâches, en place depuis une année ou plus et d'une superficie supérieure à cent mètres carrés ;
- 3° les pierriers d'une superficie supérieure à cent mètres carrés.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les chemins présentant une assise en terre sont exclus s'ils traversent la parcelle de part en part.

#### CHAPITRE 6. — *Agriculteur actif*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 21, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les qualifications à orientation agricole admissibles dans le cadre de la notion d'agriculteur actif sont les suivantes :

- 1° un master dans une orientation agronomique ;
- 2° un bachelier dans une orientation agronomique ;
- 3° un CESS obtenu à l'issue du cursus de l'enseignement secondaire technique de transition dans une orientation agronomique ;
- 4° un CESS obtenu à l'issue du cursus de l'enseignement secondaire supérieur ainsi qu'un CQ6 dans une orientation agronomique ;
- 5° un certificat de chef d'exploitation agricole obtenu à l'issue d'une formation postscolaire en agriculture organisée en Communauté germanophone.

§ 2. En application de l'article 21, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'expérience minimale de trois années est déterminée en prenant en compte la période écoulée entre la date d'enregistrement de la personne physique en tant que membre d'un partenaire au SIGeC et la date d'introduction de la demande d'aide.

Toutefois, lorsque l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne permet pas de démontrer l'expérience minimale de trois années, l'agriculteur peut fournir au Comité d'installation visé à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, tout document probant attestant ses années d'expérience.

Si l'application de l'alinéa 2, ne permet pas de démontrer l'expérience minimale de trois années, l'agriculteur ayant bénéficié de paiements directs pour l'année de demande 2020, 2021 ou 2022 peut solliciter une audition auprès du Comité d'installation visé à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

L'avis du Comité d'installation rendu en application des alinéas 2 et 3 lie l'organisme payeur en ce qui concerne l'expérience pratique.

#### CHAPITRE 7. — *Jeune agriculteur et nouvel agriculteur*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Critères relatifs au chef d'exploitation

**Art. 16.** En application des articles 24, alinéa 2, 1°, et 25, alinéa 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, est considérée comme chef d'exploitation exclusif, la personne physique qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° elle déclare en personne physique, particulier ou indépendant, ou détient la fonction visée à l'article 19, 2°, b) ou c) ;
- 2° son exploitation répond à la définition d'agriculteur visée à l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;
- 3° elle détient 100 % des parts de l'exploitation ;
- 4° seule sa signature permet d'engager l'exploitation.

Est considérée comme chef d'exploitation non exclusif la personne physique qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° elle détient l'une des fonctions visées à l'article 19 ;
- 2° son exploitation répond à la définition d'agriculteur visée à l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;
- 3° sa signature est nécessaire ou suffisante pour la gestion de l'exploitation ;
- 4° sa participation dans l'exploitation n'est pas limitée dans le temps ;
- 5° sa participation aux risques et aux bénéfices est au moins proportionnelle à sa participation dans l'entité ;
- 6° elle détient au minimum 25 % des parts de l'exploitation ou, lorsque l'exploitation compte plus de quatre titulaires, elle détient au moins un pourcentage de parts correspondant au ratio entre le nombre de titulaires de l'exploitation et la totalité des parts de l'exploitation ;

7° elle s'engage, par une déclaration sur l'honneur, au respect des 1° à 6°.

*Section 2. — Qualifications à orientation agricole*

**Art. 17.** En application des articles 24, alinéa 2, 2°, et 25, alinéa 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les qualifications à orientation agricole admissibles dans le cadre des notions de jeune agriculteur et de nouvel agriculteur sont les suivantes :

- 1° un master dans une orientation agronomique ;
- 2° un bachelier dans une orientation agronomique ;
- 3° un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou universitaire dans une orientation non agronomique ;
- 4° un CESS obtenu à l'issue du cursus de l'enseignement secondaire technique de transition dans une orientation agronomique ;
- 5° un CESS obtenu à l'issue du cursus de l'enseignement secondaire supérieur ;
- 6° un CESS obtenu à l'issue du cursus de l'enseignement secondaire supérieur ainsi qu'un CQ6 dans une orientation agronomique ;
- 7° un CQ6 dans une orientation agronomique ;
- 8° un certificat de chef d'exploitation agricole obtenu à l'issue d'une formation postscolaire en agriculture organisée en Communauté germanophone ;
- 9° une expérience d'au moins cinq années déterminée conformément à l'article 18 et combinée avec l'obtention de l'un des certificats visés à l'alinéa 2.

Les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 5° et 7°, sont prises en compte moyennant l'obtention de l'un des certificats suivants, cumulé à deux années d'expérience minimales déterminées conformément à l'article 18 :

- 1° un certificat de formation postscolaire de type B ;
- 2° un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures.

*Section 3. — Détermination des années d'expérience*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. En application des articles 24, alinéa 2, 4°, et 25, alinéa 3, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les années d'expérience minimales sont déterminées en prenant en compte la période écoulée entre la date d'enregistrement de la personne physique en tant que membre d'un partenaire au SIGeC et la date d'introduction de la demande d'aide.

§ 2. Lorsque l'application du paragraphe 1<sup>er</sup> ne permet pas de démontrer les années d'expérience minimale requises visées à l'article 17, alinéas 1<sup>er</sup>, 9°, et 2, l'agriculteur peut fournir au Comité d'installation tout document probant attestant ses années d'expérience.

En outre, lorsque l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne permet pas de démontrer les années d'expérience minimale requises visées à l'article 17, alinéa 2, l'agriculteur peut solliciter une audition auprès du Comité d'installation. Seul l'agriculteur qui dispose de l'une des formations visées à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 5° ou 7°, ainsi que d'un certificat de formation postscolaire de type B ou d'un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures peut solliciter une audition auprès du Comité d'installation.

L'avis du Comité d'installation rendu en application des alinéas 1<sup>er</sup> ou 2 lie l'organisme payeur en ce qui concerne l'expérience pratique.

*CHAPITRE 8. — Membres du partenaire déterminés*

**Art. 19.** En application des articles 23, alinéa 2, 24, alinéa 2, 3°, et 25, alinéa 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les membres du partenaire déterminés auprès desquels l'ensemble des critères relatifs aux notions d'agriculteur actif, de jeune agriculteur et de nouvel agriculteur peuvent être évalués sont :

1° pour les groupements de personnes physiques :

- a) l'associé ou le membre ;
- b) le cotitulaire époux ;
- c) le fondateur d'une entité enregistrée personne physique ;
- d) le fondateur d'une entité sans personnalité juridique ;

2° pour les sociétés :

- a) en ce qui concerne les SPRL, SCRL et SRL, l'administrateur ;
- b) l'administrateur délégué ;
- c) la personne déléguée à la gestion journalière ;
- d) le gérant.

*CHAPITRE 9. — Application des nombres maximums d'hectares ou d'animaux aux titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 27, § 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le nombre d'hectares ou d'animaux qu'un titulaire peut faire valoir en application de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 est déterminé selon la formule suivante :  $A * H$ .

Pour l'application de la formule prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° « A » correspond à la proportion des parts ou de l'apport du titulaire dans le capital du partenaire, exprimée en pourcentage ;

2° « H » correspond au nombre d'hectares ou d'animaux du partenaire potentiellement admissibles à l'aide.

Le nombre d'hectares ou d'animaux qu'un titulaire peut faire valoir est limité au maximum fixé par la législation relative à l'intervention concernée.

Les titulaires supportent la charge de la preuve de leurs parts respectives.

Le nombre d'hectares ou d'animaux admissibles au niveau du partenaire est la somme des nombres d'hectares ou d'animaux que tous les titulaires du partenaire peuvent faire valoir conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3. Cette somme sert de base au calcul du montant de l'aide concernée au niveau du partenaire.

Lorsque le montant de l'aide concernée au niveau du partenaire calculé en application de l'alinéa 6 est inférieur au montant de l'aide concernée calculé sans l'application de la formule visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'aide est octroyée au niveau du partenaire pour le nombre d'hectares ou d'animaux calculé sans l'application de la formule visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, dans le cas d'une association sans personnalité juridique constituée par un titulaire et son conjoint aidant, visée à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015, si les conjoints ne savent pas prouver par d'autres éléments de preuves leurs parts ou leur apports respectives en raison de circonstances particulières, le titulaire et son conjoint aidant peuvent produire une convention de répartition mentionnant :

- 1° l'identification complète du titulaire et de son conjoint aidant ;
- 2° l'identification complète du partenaire concerné ;
- 3° l'estimation de la répartition des parts respectives des titulaires concernés, ainsi que, le cas échéant, les justificatifs de cette estimation.

La convention de répartition mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est enregistrée par un bureau d'enregistrement au plus tard à la date limite de modification de la demande unique et est fournie à l'organisme payeur via le guichet électronique informatisé mis à disposition par l'administration ou sous format papier envoyé sous pli recommandé.

§ 3. En application de l'article 27, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les droits d'usage sont évalués en fonction de leur valeur normale sur le marché au moment de l'apport dans l'activité.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'apport de droit d'usage de numéraire est évalué selon la valeur nominale au moment de l'apport.

#### CHAPITRE 10. — *Poids de semences*

**Art. 21.** En application de l'article 30, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les poids des semences habituellement utilisés pour le semis de végétaux en culture pure figurent à l'annexe 1.

#### CHAPITRE 11. — *Conditionnalité*

##### *Section 1ère. — Autorisations individuelles de conversion de prairies permanentes*

**Art. 22.** En application de l'article 44, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, sous peine d'irrecevabilité, les demandes d'autorisation individuelle de conversion sont introduites auprès de l'organisme payeur au plus tard le 30 septembre de l'année au cours de laquelle la diminution du ratio annuel supérieure à 2,5 % est observée. Les demandes sont introduites via le formulaire mis à disposition des agriculteurs sur le guichet informatisé consacrés aux interventions relevant de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration.

**Art. 23.** En application de l'article 44, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, des autorisations individuelles de conversion peuvent être octroyées dans la limite prévue à l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, en tenant compte pour les prairies permanentes présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- 1° les prairies permanentes dont le sol est caractérisé par l'une des classes de drainage naturel suivantes :
  - a) le drainage assez pauvre, sans horizon réduit ;
  - b) le drainage pauvre, sans horizon réduit ;
  - c) le drainage assez pauvre, avec horizon réduit ;
  - d) le drainage pauvre, avec horizon réduit ;
- 2° les prairies permanentes situées en zones d'aléa d'inondation moyen par débordement ;
- 3° les parcelles de prairies permanentes présentant une sensibilité élevée ou très élevée à l'érosion ;
- 4° les prairies permanentes situées entièrement ou partiellement au sein de la structure écologique principale ;
- 5° les parcelles de prairies permanentes dont le sol relève de l'une des catégories suivantes :
  - a) les sols meubles présentant un substrat rocheux apparaissant à moins de quarante centimètres à partir de la surface ;
  - b) les sols caillouteux présentant un substrat rocheux ou meuble apparaissant à moins de quarante centimètres à partir de la surface ;
  - c) les sols très caillouteux présentant un substrat rocheux ou meuble apparaissant entre vingt et quatre-vingts centimètres à partir de la surface ;
  - d) les sols meubles présentant un substrat rocheux apparaissant entre vingt et quatre-vingts centimètres à partir de la surface ;
  - e) les sols présentant des affleurements rocheux.

Les caractéristiques propres à chaque classe de drainage visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, figurent à l'annexe 2.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, l'on entend par :

- 1° sols caillouteux : les sols présentant une charge caillouteuse supérieure à 15 % et inférieure ou égale à 50 % ;
- 2° sols très caillouteux : les sols présentant une charge caillouteuse supérieure à 50 %.

**Art. 24.** En application de l'article 44, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'organisme payeur communique les autorisations individuelles de conversion aux agriculteurs concernés au plus tard le 31 octobre de l'année d'introduction de la demande.

*Section 2. — Reconversion de terres arables ou de cultures permanentes en prairies permanentes*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation de reconversion visée à l'article 45, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, s'applique en premier lieu à tout agriculteur qui dispose de superficies converties à partir de prairies permanentes en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations sans autorisation individuelle de conversion obtenue conformément aux articles 22 à 24.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agriculteurs reconvertissent l'ensemble des prairies permanentes converties sans autorisation individuelle de conversion préalable.

§ 2. Si la mise en œuvre du paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas suffisante pour limiter la diminution du ratio annuel à 5 % ou moins par rapport au ratio de référence, l'obligation de reconversion s'applique également à tout agriculteur qui dispose de superficies converties à partir de prairies permanentes en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations au cours des trois années précédant la date du dernier calcul du ratio annuel.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agriculteur fait le choix entre :

1° reconvertir un pourcentage de la superficie qui a été convertie à partir de prairies permanentes en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations ;

2° créer, à partir de surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations, une superficie de prairies permanentes correspondant à ce pourcentage.

Le pourcentage visé à l'alinéa 2 est calculé sur base de la superficie à disposition de l'agriculteur convertie au cours des trois années précédant la date du dernier calcul du ratio annuel et de la superficie totale nécessaire pour limiter la diminution du ratio annuel à 4 % ou moins par rapport au ratio de référence.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup> s'applique indépendamment de tout transfert entre agriculteurs de superficies de prairies permanentes converties en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations survenu après la date de conversion.

§ 4. Les prairies permanentes sont reconverties conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 au plus tard le 31 mai de l'année qui suit celle de la date de notification de l'obligation de reconversion.

*Section 3. — Protection des sols riches en carbone (BCAE 2)*

**Art. 26.** En application de l'article 47, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les propriétés de la classe de drainage très pauvre avec horizon réduit sont déterminées à l'annexe 2.

*Section 4. — Critères relatifs aux laboratoires pouvant délivrer une analyse de sol*

**Art. 27.** En application de l'article 54, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les laboratoires répondent aux critères cumulatifs suivants :

1° ils sont indépendants des agriculteurs auxquels ils délivrent une analyse ;

2° ils disposent du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires à la réalisation de l'analyse, ainsi que d'un système de gestion de la qualité couvert par le système d'accréditation ISO 17025 incluant au minimum un paramètre analysé dans la matrice sol ;

3° ils s'engagent à réaliser les analyses conformément à la procédure prévue à l'annexe 4 de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, mises en œuvre sur des terres arables ;

4° ils sont liés par une collaboration professionnelle avec l'organisation.

§ 2. Les critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont vérifiés au moyen des éléments suivants :

1° concernant le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, une déclaration sur l'honneur dans laquelle le laboratoire s'engage à éviter tout conflit d'intérêt ;

2° concernant le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la liste des préleveurs et des responsables du laboratoire intervenant dans la réalisation de l'analyse ainsi qu'une copie des conclusions et des parties pertinentes de l'audit réalisé dans le cadre de l'accréditation ISO 17025 ;

3° concernant le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la preuve de l'engagement prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° ;

4° concernant le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la preuve d'une collaboration professionnelle liant le laboratoire à l'organisation.

§ 3. La procédure de désignation des laboratoires compétents est fixée comme suit :

1° le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année au plus tard, l'organisation fournit à l'organisme payeur la liste complète des laboratoires répondant aux critères de désignation et tient à disposition de l'organisme payeur les éléments de vérification visés au paragraphe 2 ;

2° l'organisme payeur valide la liste des laboratoires compétents sur base des renseignements fournis par l'organisation et, le cas échéant, après vérification des critères de désignation ;

3° l'organisme payeur notifie à l'organisation les laboratoires dont il valide la désignation et ce dans un délai d'un mois à compter de la réception de la liste des laboratoires répondant aux critères de désignation ;

4° la liste des laboratoires dont la désignation est validée par l'organisme payeur est tenue à disposition des agriculteurs ;

5° l'organisation notifie sans délai l'organisme payeur de toute modification de la liste visée au 1°.

La procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, s'applique aux modifications de la liste.



*Section 5. — Bandes anti-érosion, techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant et autres innovations techniques dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion*

**Art. 28.** Les bandes anti-érosion visées à l'article 56, § 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 répondent aux caractéristiques cumulatives suivantes :

1° elles ceinturent l'intégralité de la parcelle, à l'exception des limites contigües à une prairie permanente ou temporaire, un boisement d'une largeur d'au moins neuf mètres ou à une bande enherbée d'une largeur d'au moins neuf mètres ;

2° elles présentent une largeur d'au moins neuf mètres ;

3° elles présentent l'un des couverts suivants :

a) des graminées prairiales, implantées en culture pure ou en mélange entre elles ou avec des légumineuses ;

b) des céréales d'hiver, implantées en culture pure ou en mélange entre elles ou avec des légumineuses ;

c) du colza (*Brassica napus*) ;

4° elles présentent un couvert végétal apparent du 1<sup>er</sup> janvier à la date de récolte de la culture principale. Si la culture principale est récoltée avant le 30 juin, la bande anti-érosion est maintenue au moins jusqu'à cette date.

**Art. 29.** En application de l'article 59, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant sont les suivantes :

1° la culture en bandes ou strip-still ;

2° le semis direct sans travail du sol ou no-till.

**Art. 30.** En application de l'article 59, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les autres innovations techniques dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion sont les suivantes :

1° l'utilisation d'un rouleau anti-érosion en culture de maïs ;

2° le semis des inter-rangs en culture de maïs.

**Art. 31.** La culture visée à l'article 60, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 est le miscanthus (*Miscanthus spp.*).

*Section 6. — Maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations agricoles*

**Art. 32.** En application de l'article 67, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les coefficients utilisés pour le calcul des pourcentages de terres arables consacrés à des zones ou éléments non productifs, à des surfaces portant des cultures dérobées ou à des surfaces portant des cultures fixatrices d'azote, figurent à l'annexe 3.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 68, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'ensemencement de printemps des jachères mellifères est réalisé entre le 1<sup>er</sup> mars et le 15 mai. Le semis d'automne est réalisé entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre.

§ 2. En application de l'article 68, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les jachères sont maintenues du 15 février au 15 août inclus.

En ce qui concerne les jachères mellifères, le couvert ensemencé au printemps reste en place au moins six mois à compter de la date du semis. Le couvert ensemencé en automne reste en place au moins jusqu'au 15 septembre de l'année suivant le semis. L'agriculteur peut déclarer cette surface comme jachère mellifère une deuxième année sans être tenu de procéder à un nouveau semis d'automne.

§ 3. En application de l'article 68, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 la liste des espèces riches en pollen et en nectar pour l'implantation des jachères mellifères est fixée en annexe 4. L'annexe 4 précise les listes principales et les listes secondaires d'espèces de plantes mellifères reconnues pour les semis de printemps et les semis d'automne.

Pour les semis d'automne et de printemps, l'agriculteur sème au minimum cinq espèces figurant dans les listes principales de l'annexe 4. Pour chaque espèce semée, le poids des graines représente entre 10 % et 30 % inclus du poids de semences habituellement utilisé pour le semis de l'espèce en culture pure.

L'agriculteur peut ajouter des espèces figurant dans la liste secondaire de l'annexe 4 dans les mélanges utilisés. Pour chaque espèce semée, le poids des graines n'excède pas 10 % du poids habituellement utilisé pour le semis de l'espèce en culture pure.

Les poids de semences habituellement utilisés sont repris à l'annexe 1.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 69, alinéa 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la liste des espèces pouvant être utilisées dans les mélanges pour l'ensemencement des surfaces portant des cultures dérobées figure à l'annexe 5.

§ 2. En application de l'article 69, alinéa 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la période d'ensemencement des surfaces portant des cultures dérobées s'étend du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre inclus.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque la mise en place d'une surface portant une culture dérobée a lieu par un sous-semis d'herbe ou de légumineuses dans une culture principale, le sous-semis peut être réalisé en même temps que l'ensemencement de la culture principale, ou à une date ultérieure.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, l'ensemencement de la culture dérobée ne peut pas être antérieure au 1<sup>er</sup> juin.

§ 3. En application de l'article 69, alinéa 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la culture dérobée est conservée pendant au moins trois mois à compter de son implantation.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque la mise en place d'une surface portant une culture dérobée a lieu par un sous-semis d'herbe ou de légumineuses dans une culture principale, la culture dérobée est conservée pendant au moins deux mois à compter de la récolte de la culture principale.

§ 4. En application de l'article 69, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les conditions supplémentaires en ce qui concerne les méthodes de production sont les suivantes :

1° le couvert de la culture dérobée est composé d'un mélange d'au moins deux espèces, appartenant à deux catégories différentes de la liste figurant à l'annexe 5 ;

2° la destruction de la culture dérobée est autorisée uniquement par voie mécanique ou est due au gel jusqu'au 15 février ;

3° la coupe de la culture dérobée en cours de végétation est autorisée uniquement pour un mélange impliquant au moins une graminée visée à l'annexe 5 et pour autant que la repousse d'au moins une des espèces soit assurée ;

4° par dérogation à l'article 69, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le couvert peut être pâturé par des ovins en cours d'interculture pour autant que le couvert ne soit pas détruit et qu'au moins deux espèces subsistent.

§ 5. En application de l'article 69, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les conditions supplémentaires en ce qui concerne l'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques sont les suivantes :

1° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite entre la date d'implantation et la date de destruction de la culture dérobée ou, dans le cas d'un sous-semis d'herbe ou de cultures de légumineuses dans une culture principale, entre le moment de la récolte de la culture principale et la date de destruction de la culture dérobée ;

2° l'utilisation d'engrais minéraux est interdite entre la date d'implantation de la culture dérobée et le 15 février de l'année suivante, ou, dans le cas d'un sous-semis d'herbe ou de cultures de légumineuses dans une culture principale, entre le moment de la récolte de la culture principale et le 15 février de l'année suivante ;

3° l'utilisation de semences enrobées et traitées avec des produits phytopharmaceutiques est interdite sur les surfaces portant des cultures dérobées.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'interdiction de produits phytopharmaceutiques prend fin au plus tard le 15 février de l'année suivante.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 70, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les espèces admissibles de plantes fixant l'azote sont les suivantes :

1° le fenugrec (*Trigonella foenum-graecum*) ;

2° les fèves et féveroles (*Vicia faba*) ;

3° les lentilles (*Lens culinaris*) ;

4° le lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ;

5° les lupins (*Lupinus spp.*) ;

6° la luzerne cultivée (*Medicago sativa*) ;

7° la luzerne lupuline (*Medicago lupulina*) ;

8° les pois (*Pisum spp.*) ;

9° le pois chiche (*Cicer arietinum*) ;

10° le sainfoin cultivé (*Onobrychis viciifolia*) ;

11° le soja (*Glycine max*) ;

12° les trèfles (*Trifolium spp.*) ;

13° la vesce (*Vicia spp.*).

En application de l'article 70, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la période de végétation des surfaces portant des cultures fixatrices d'azote débute au plus tard le 15 mai et se termine au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet.

En application de l'article 70, alinéa 2, 3°, la culture fixatrice d'azote est en place pendant au moins trois mois à compter de son implantation.

§ 2. En application de l'article 70, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'utilisation d'engrais minéraux est interdite sur les surfaces portant des cultures fixatrices d'azote, à l'exception de fumures de fond de phosphore ou de potasse.

§ 3. Une zone de refuge non fauchée et non récoltée d'une superficie correspondant au moins à 10 % de celle de la parcelle de cultures fixatrices d'azote est conservée jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre sur les surfaces portant de la luzerne cultivée (*Medicago sativa*), du trèfle (*Trifolium spp.*), de la luzerne lupuline (*Medicago lupulina*), du lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ou du sainfoin cultivé (*Onobrychis viciifolia*).

#### CHAPITRE 12. — *Disposition finale*

**Art. 36.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

## Annexe n° 1. Poids de semences habituellement utilisés pour le semis de végétaux en culture pure

Espèces ou genres végétaux	Densité du semis en culture pure, en kg/ha
<b>Graminées</b>	
Alpiste des canaries ( <i>Phalaris canariensis</i> )	20
Avoine ( <i>Avena sativa</i> )	100
Avoine rude ou maigre ( <i>Avena strigosa</i> )	40
Dactyles ( <i>Dactylis</i> spp.)	15
Engrain ou petit épeautre ( <i>Triticum monococcum</i> )	100
Épeautre ( <i>Triticum spelta</i> )	200
Fétuques ( <i>Festuca</i> spp.)	30
Fléoles ( <i>Phleum</i> spp.)	5
Froment ( <i>Triticum aestivum</i> )	150
Millet commun ( <i>Panicum miliaceum</i> )	20
Moha ( <i>Setaria italica</i> )	20
Orge ( <i>Hordeum vulgare</i> )	120
Ray-grass anglaise ou ivraie vivace ( <i>Lolium perenne</i> )	25
Seigle ( <i>Secale cereale</i> )	80
Sorgho commun ( <i>Sorghum bicolor</i> )	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i> )	130
<b>Légumineuses</b>	
Fenugrec ( <i>Trigonella foenum-graecum</i> )	35
Féverole ( <i>Vicia faba</i> )	250
Lentilles ( <i>Lens</i> spp.)	35
Lotiers ( <i>Lotus</i> spp.)	25
Lupin blanc ( <i>Lupinus albus</i> )	170
Lupin bleu ( <i>Lupinus angustifolius</i> )	130
Lupin jaune ( <i>Lupinus luteus</i> )	130
Luzerne ( <i>Medicago</i> spp.)	20
Métilots ( <i>Melilotus</i> spp.)	15

Pois chiche ( <i>Cicer arietinum</i> )	225
Pois fourrager ( <i>Pisum sativum</i> )	60
Pois protéagineux ( <i>Pisum sativum</i> )	120
Sainfoins ( <i>Onobrychis</i> spp.)	40
Soja ( <i>Glycine max</i> )	145
Trèfle blanc ( <i>Trifolium repens</i> )	20
Trèfle d'Alexandrie ( <i>Trifolium alexandrinum</i> )	15
Trèfle de Perse ( <i>Trifolium resupinatum</i> )	20
Trèfle hybride ( <i>Trifolium hybridum</i> )	15
Trèfle incarnat ( <i>Trifolium incarnatum</i> )	20
Trèfle violet ( <i>Trifolium pratense</i> )	20
Vesce commune ( <i>Vicia sativa</i> )	50
Vesce de Narbonne ( <i>Vicia narbonensis</i> )	80
Vesce velue ( <i>Vicia villosa</i> )	40
<b>Brassicacées</b>	
Caméline ( <i>Camelina sativa</i> )	5
Colza ( <i>Brassica napus</i> )	8
Moutarde ( <i>Sinapis alba</i> )	8
Radis ( <i>Raphanus sativus</i> )	8
<b>Autres</b>	
Bourraches ( <i>Borago</i> spp.)	25
Centaurées ( <i>Centaurea</i> spp.)	15
Chicorée ( <i>Cichorium</i> spp.)	15
Coriandre ( <i>Coriandrum sativum</i> )	25
Lins ( <i>Linum</i> spp.)	60
Mauves ( <i>Malva</i> spp.)	20
Pavots ( <i>Papaver</i> spp.)	8
Phacélies ( <i>Phacelia</i> spp.)	10
Quinoa ( <i>Chenopodium quinoa</i> )	8
Sarrasin ( <i>Fagopyrum esculentum</i> )	40
Tournesol ( <i>Helianthus annuus</i> )	40

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

## Annexe n° 2. Définition des classes de drainage dans le cadre des BCAE 1 et 2

Classes de drainage naturel	Définitions		Profondeur (en cm) d'apparition des phénomènes d'oxydo-réduction (pseudo-gley) ou de réduction (gley)				Symbole de la carte numérique des sols de Wallonie	
	Textures Z, S, P	Textures L, A, E, U, G	Textures Z, S, P		Textures L, A, E, U, G			
			Oxydo-réduction	Réduction	Oxydo-réduction	Réduction		
Assez pauvre, sans horizon réduit	Sols humides	Sols à engorgement d'eau temporaire, fortement gleyifiés	20 à 40	s.o.	30 à 50	s.o.	h	I
Pauvre, sans horizon réduit	Sols très humides	Sols à engorgement d'eau temporaire, très fortement gleyifiés	0 à 20	s.o.	0 à 30	s.o.	i	
Assez pauvre, avec horizon réduit	Sols humides	Sols à engorgement d'eau permanent avec zone de battement, fortement gleyifiés	20 à 40	> 80	30 à 50	> 80	e	F
Pauvre, avec horizon réduit	Sols très humides	Sols à engorgement d'eau permanent avec zone de battement, très fortement gleyifiés	0 à 20	40 à 80	0 à 30	40 à 80	f	G
Très pauvre, avec horizon réduit	Sols extrêmement humides	Sols à engorgement d'eau permanent sans zone de battement, très fortement gleyifiés	s.o.	< 40	s.o.	< 40	g	

Légende des classes texturales :

- Z : sable ;
- S : sable limoneux, sable argileux ;
- P : limon sableux léger ;
- L : limon sableux, limon sableux lourd ;
- A : limon léger, limon, limon lourd ;
- E : argile légère, argile sableuse, argile, argile limoneuse ;
- U : argile lourde, argile lourde sableuse, argile très lourde ;
- G : sols caillouteux dont la terre fine appartient aux classes L, A ou E.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 3. Coefficients pour le calcul des pourcentages de terres arables consacrés à des zones ou éléments non productifs, à des surfaces portant des cultures dérobées ou à des surfaces portant des cultures fixatrices d'azote

Particularités	Coefficient de conversion	Coefficient de pondération	Surface
Jachères (par mètre carré)	s.o.	1	1 m <sup>2</sup>
Particularités topographiques :			
Arbres alignés (par mètre linéaire)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Arbres isolés (par arbre)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Arbres proches (par arbre)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Bosquets (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Fossés (par mètre linéaire)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Haies (par mètre linéaire)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Talus (par mètre linéaire)	1	s.o.	1 m <sup>2</sup>
Mares (par mare)	400	1,5	600 m <sup>2</sup>
Arbustes et buissons isolés (par arbuste ou buisson)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Bordures de champs (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Jachères mellifères (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Parcelles aménagées (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>

Tourmières enherbées (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Parcelles de céréales laissées sur pied (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Surfaces portant des cultures dérobées (par mètre carré)	s.o.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>
Surfaces portant des plantes fixant l'azote (par mètre carré)	s.o.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS



## Annexe n° 4. Liste des espèces riches en pollen et en nectar pour l'implantation de jachères mellifères

## 1. Liste pour le semis de printemps :

## a) Liste principale pour le semis de printemps :

- Moutarde (*Sinapis alba*) ;
- Phacélie (*Phacelia tanacetifolia*) ;
- Radis (*Raphanus sativus*) ;
- Sarrasin (*Fagopyrum esculentum*) ;
- Tournesol (*Helianthus annuus*) ;
- Trèfle blanc (*Trifolium repens*) ;
- Trèfle d'Alexandrie (*Trifolium alexandrinum*) ;
- Trèfle de Perse (*Trifolium resupinatum*) ;
- Vesce commune (*Vicia sativa*).

## b) Liste secondaire pour le semis de printemps :

- Bourrache (*Borago officinalis*) ;
- Coriandre (*Coriandrum sativum*) ;
- Lin (*Linum usitatissimum*) ;
- Nigelles (*Nigella* spp.).

## 2. Liste pour le semis d'automne :

## a) Liste principale pour le semis d'automne :

- Colza (*Brassica napus*) ;
- Fétuque rouge (*Festuca rubra*) ;
- Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ;
- Luzerne cultivée (*Medicago sativa*) ;
- Luzerne lupuline (*Medicago lupulina*) ;
- Mélilot blanc (*Melilotus albus*) ;
- Trèfle blanc (*Trifolium repens*) ;
- Trèfle incarnat (*Trifolium incarnatum*).

b) Liste secondaire pour le semis d'automne :

- Bleuet (*Centaurea cyanus*) ;
- Centaurées (*Centaurea* spp.) ;
- Chicorées (*Cichorium* spp.) ;
- Coquelicot (*Papaver rhoeas*) ;
- Mauves (*Malva* spp.).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

## Annexe n° 5. Liste des espèces végétales pour l'implantation de surfaces portant des cultures dérobées

## Catégorie A. Graminées, dont céréales :

- 1° Avoine cultivée (*Avena sativa*) ;
- 2° Avoine rude ou maigre (*Avena strigosa*) ;
- 3° Dactyles (*Dactylis* spp.) ;
- 4° Fétuques (*Festuca* spp.) ;
- 5° Froment (*Triticum aestivum*) ;
- 6° Ray-grass anglaise (*Lolium perenne*) ;
- 7° Ray-grass d'Italie (*Lolium multiflorum*) ;
- 8° Seigle (*Secale cereale*) ;
- 9° Triticale (×*Triticosecale*).

## Catégorie B. Légumineuses :

- 1° Fèves et féveroles (*Vicia faba*) ;
- 2° Gesse commune (*Lathyrus sativus*) ;
- 3° Lotiers (*Lotus* spp.) ;
- 4° Pois cultivé (*Pisum sativum*) ;
- 5° Trèfles (*Trifolium* spp.) ;
- 6° Vesce commune ou vesce cultivée (*Vicia sativa*) ;
- 7° Vesce velue (*Vicia villosa*).

## Catégorie C. Crucifères :

- 1° Cameline (*Camelina sativa*).
- 2° Chou commun (*Brassica oleacea*) ;
- 3° Moutarde blanche (*Sinapis alba*) ;
- 4° Radis cultivé (*Raphanus sativus*) ;

## Catégorie D. Autres familles :

- 1° Guizotia d'Abyssinie ou niger (*Guizotia abyssinica*) ;
- 2° Lin cultivé (*Linum usitatissimum*) ;
- 3° Phacélie à feuilles de tanaïse (*Phacelia tanacetifolia*) ;

- 4° Sarrasin commun (*Fagopyrum esculentum*) ;
- 5° Tournesol (*Helianthus annuus*).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/42741]

**23. FEBRUAR 2023 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität**

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2022/1173 der Kommission vom 31. Mai 2022 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249 Absatz 1, D.250, D.251 und D.263 § 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität, Artikel 2, § 2, 3, § 1, Absatz 3, 6, 7, 13, § 2, Absatz 4, 14, § 2, Absätze 2 und 3, 3 und 4, 16, § 2, Absatz 2, 21, Absatz 2, 23, Absatz 2, 24, Absatz 2, 25, Absatz 3, 27, § 2, 30, Absatz 2, 44, § 2, Absätze 1 und 2, 45, Absatz 2, 47, § 1, Absatz 2, 54, § 2, Absatz 1, 1°, 56, Absatz 2, 59, 60, § 3, 67, § 2, 68, § 2, Absatz 1, 69, Absätze 3 und 4 und 70, Absätze 2 und 3;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

3° AOS: Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

4° Ausschuss für die Niederlassung: der durch Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 geschaffene Ausschuss für die Niederlassung;

5° BN6: Befähigungsnachweis, der am Ende des sechsten Jahres des beruflichen Sekundarunterrichts ausgestellt wird;

6° Organisation: die Organisation, der der Minister die Aufgabe übertragen hat, die Entwicklung von Instrumenten zur Kontrolle der Qualität der Analysen und der Beratung für eine nachhaltige Landwirtschaft in der Wallonie zu gewährleisten;

7° ökologische Ausgleichsflächen: die landwirtschaftlichen Flächen, auf die eine spezifische Benachteiligung einwirkt, für die ein Landwirt als Ausgleich auf der Grundlage einer Vereinbarung mit einer privaten Drittperson eine finanzielle Unterstützung erhält;

8° Inhaber: der Inhaber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe.

KAPITEL 2 — *Elemente in Bezug auf die Definitionen*

## Abschnitt 1 — Kriterien für die Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem Zustand, der sie für die Beweidung oder den Anbau geeignet macht

**Art. 2 - § 1.** In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand vermeidet der Landwirt die Verbuschung und die Überwucherung seines nichtproduktiven Ackerlands durch holzartige Pflanzen, wobei er jedoch die Landschaftsmerkmale der Parzellen beachtet und erhält.

Der Landwirt beschneidet die holzige Vegetation nach dem 31. Juli.

§ 2. In Abweichung von § 1 Absatz 1 wird das Beschneiden der holzigen Vegetation unter Berücksichtigung folgender Vorschriften geregelt:

1° das Lastenheft der Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen vorgesehen sind und die auf Ackerland durchgeführt werden;

2° das Lastenheft der Öko-Regelungen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen vorgesehen sind und die auf Ackerland angewandt werden;

3° die Artikel 72, 74 und 75 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

4° die Verträge, die die Bewirtschaftung der ökologischen Ausgleichsflächen regeln.

§ 3. Paragraf 1 Absatz 1 gilt nicht für Flächen, auf denen der Landwirt gemäß Artikel D.33/3 Absatz 3 von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch beinhaltet, eine ständige Pflanzendecke angelegt hat.

**Art. 3 - § 1.** In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand wird das nichtproduktive Dauergrünland mindestens einmal pro Jahr ohne Ausfuhr des Mähguts gemäht.

Die Mahd findet zwischen dem 1. August und dem 30. September einschließlich statt.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gilt als "nichtproduktives Dauergrünland" Dauergrünland, das weder beweidet noch gemäht wird, sowie gemähtes Dauergrünland, dessen Mähgut nicht ausgeführt wird.

§ 2. Liegt das Dauergrünland innerhalb eines der folgenden Elemente, so wird die Verpflichtung nach Paragraf 1 Absatz 1 gemäß den einschlägigen Regelungen durchgeführt:

1° Natura-2000-Gebiete;

2° Domaniale Naturreservate gemäß Artikel 6 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, zugelassene Naturreservate gemäß Artikel 6 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, biologisch wertvolle Feuchtgebiete gemäß dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch wertvollen Feuchtgebiete und die Parzellen, die unter einem Bewirtschaftungsvertrag mit der Abteilung Natur und Forstwesen der Verwaltung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft oder mit einer zugelassenen Naturschutzvereinigung stehen;

6° Biologisch wertvolle Weiden, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme Nr. 4 sind, gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen.

Die Mahd erfolgt in jedem Fall mindestens jedes zweite Jahr.

**Art. 4 -** In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 hinsichtlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand beschneidet der Landwirt die holzige Vegetation zwischen den produktiven Bäumen in den Parzellen mit Dauerkulturen wenigstens einmal jährlich.

Die Dauerkulturen weisen Anzeichen eines Schnitts oder einer Pflege auf, die wenigstens jedes zweite Jahr durchgeführt wird.

Die Anzeichen eines Schnitts oder einer Pflege auf, die wenigstens jedes zweite Jahr durchgeführt wird, sind die folgenden:

1° für den mehrjährigen Niederstamm-Obstbau die Tatsache, dass keine abgestorbenen, beschädigten oder kranken Äste und keine Baumstumpfe vorhanden sind;

2° für die Himbeersträucher (*Rubus idaeus*) werden die Äste, die Früchte getragen haben, beschnitten;

3° für die Reben (*Vitis* spp.) werden die Ruten so beschnitten, dass das Vermehrungspotential und die Struktur der Pflanze erhalten bleibt;

4° für den Hopfenanbau (*Humulus lupulus*) werden die Triebe so beschnitten, dass das Vermehrungspotential und die Struktur der Pflanze erhalten bleiben.

Nicht der Pflicht nach Absatz 2 unterliegen:

1° Forstkulturen mit Kurzumtrieb und Niederwald mit sehr kurzem Umtrieb;

2° mehrjährige hochstämmige Obstkulturen;

3° *Miscanthus* (*Miscanthus* spp.);

4° Haselnussstrauch (*Corylus* spp.);

5° Walnussbaum (*Juglans* spp.);

6° Baumschulen für forstliches Pflanzgut.

Abschnitt 2 - Zusätzliche Kriterien, die Flächen mit einem Grasbedeckungsgrad von mehr als 50 % und weniger als 90 % erfüllen müssen, um als Dauergrünland zu gelten

**Art. 5** - In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 müssen Flächen mit einem Grasbedeckungsgrad von mehr als 50 % und weniger als 90 % eines der folgenden Kriterien erfüllen, um als Dauergrünland zu gelten:

1° sie werden gemäß Artikel 2 Ziffern 2 bis 5, Ziffer 14 bzw. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 als "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensive Streifen" (BE 4), "Verbindungswiesen" (BE 5), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) bezeichnet;

2° sie sind Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme Nr. 4 "biologisch wertvolle Weiden" gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

3° sie befinden sich spätestens am 31. Dezember des Jahres vor der Einreichung des Sammelantrags in einem biologisch wertvollen Gebiet.

Abschnitt 3 - Flächen, die für die Beweidung geeignet sind und unter bewährte lokale Praktiken fallen

**Art. 6** - In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die für die Beweidung geeigneten Flächen, die unter lokale Praktiken fallen, bei denen die Bodenbedeckung mit Gras traditionell nicht vorherrscht, diejenigen, die die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

1° ihr Anteil an Bodenbedeckung mit Gras und anderen krautigen Futterpflanzen beträgt 50 % oder weniger ihrer beihilfezulässigen Fläche;

2° sie sind von einem der folgenden Merkmale betroffen:

a) sie werden gemäß Artikel 2 Ziffern 2 bis 5, Ziffer 14 bzw. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 als "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensive Streifen" (BE 4), "Verbindungswiesen" (BE 5), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) bezeichnet;

b) sie sind Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme Nr. 4 "biologisch wertvolle Weiden" gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

c) sie befinden sich spätestens am 31. Dezember des Jahres vor der Einreichung des Sammelantrags in einem biologisch wertvollen Gebiet.

Abschnitt 4 — Zulässige Holzarten für Niederwald mit Kurzumtrieb

**Art. 7** - In Anwendung von Artikel 2 § 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023, sind die Arten, die für Niederwald mit Kurzumtrieb verwendet werden können, die Folgenden:

1° Schwarzerle (*Alnus glutinosa*);

2° Hänge-Birke oder Weißbirke (*Betula pendula*);

3° Hainbuche (*Carpinus betulus*);

4° Roteiche (*Quercus rubra*);

5° Feldahorn (*Acer campestre*);

6° Spitzahorn (*Acer platanoides*);

7° Vogelkirsche (*Prunus avium*);

8° Gemeine Hasel (*Corylus avellana*);

9° Pappel (*Populus* spp.);

10° Weide (*Salix* spp.);

11° Mehlbeere (*Sorbus* spp.);

12° Sommerlinde (*Tilia platyphyllos*);

13° Winterlinde (*Tilia cordata*).

KAPITEL 3 — Modalitäten für die Übermittlung der Dokumente

**Art. 8** - In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erfolgt die Übermittlung der Belege des Sammelantrags nach folgenden Modalitäten:

1° entweder in Papierform mit Versand per Einschreiben oder durch Hinterlegung gegen Empfangsbestätigung bei der Zahlstelle;

2° oder in elektronischer Form über den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten elektronischen Schalter;

3° oder per an die elektronische Adresse der Zahlstelle gerichtete E-Mail mit einer elektronischen Unterschrift oder mit der gescannten Unterschrift.

KAPITEL 4 — Einreichungsfristen

**Art. 9** - In Anwendung von Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird die Frist für die Einreichung des Sammelantrags auf den 30. April eines jeden Jahres festgelegt.

Die Frist für die Einreichung von Änderungen des Sammelantrags, die eine Erhöhung des Sammelantrags zur Folge haben, wird auf den 31. Mai eines jeden Jahres festgelegt.

Änderungen, die nicht in den Anwendungsbereich von Absatz 2 fallen, können bis zum 30. September eines jeden Jahres eingereicht werden, es sei denn, die Zahlstelle hat den Antragsteller bereits von ihrer Absicht unterrichtet, eine Kontrolle vor Ort in Bezug auf die beantragte Intervention vorzunehmen, oder bei dieser Kontrolle wird eine Nichtübereinstimmung festgestellt. Dieses Verbot gilt nur für den Teil des Dokuments, der von der bei der Kontrolle vor Ort festgestellten Nichtübereinstimmung betroffen ist.

KAPITEL 5 — *Im Rahmen des Systems der Direktzahlungen zulässige Hektarflächen und innerhalb dieses Systems zulässigen Flächen*

Abschnitt 1 — *Parzellen, die dem Landwirt zur Verfügung stehen*

**Art. 10** - In Anwendung von Artikel 13 § 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 stehen die angegebenen Parzellen dem Landwirt am 31. Mai des Kalenderjahres zur Verfügung.

Abschnitt 2 - *Genehmigung von nicht-landwirtschaftlichen Aktivitäten auf landwirtschaftlichen Flächen*

**Art. 11** - § 1. In Anwendung von Artikel 14 § 2 Absatz 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden Gymkhana-, Mountainbike-, Fahrradcross-, Karting-, Motocross-, Quadcross-, Autocross- oder Stockcar-Tätigkeiten, Ansammlungen von Traktoren außerhalb einer Tractorpulling-Veranstaltung, und von sonstigen landwirtschaftlichen Maschinen unter Einhaltung folgender Bedingungen genehmigt:

- 1° die Aktivitäten finden nur einmal im Jahr statt;
- 2° sie sind auf höchstens vier Tage im Jahr beschränkt;
- 3° sie verursachen keine unumkehrbare Veränderung des Bodenreliefs, außer wenn dafür vorab eine Städtebaugenehmigung erteilt wurde;
- 4° der Verantwortliche oder der Antragsteller nimmt innerhalb von acht Tagen nach Beendigung der Aktivität die Räumung aller mobilen Einrichtungen und gegebenenfalls die Entsorgung von Abfällen vor;
- 5° der Veranstalter verfügt über eine geeignete Ausrüstung zur Bekämpfung der Verschmutzung, anhand deren unbeabsichtigt freigesetzter Kohlenwasserstoff aufgenommen werden kann. Der Veranstalter trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, um eine Verschmutzung der Grundwasserleitschicht zu vermeiden.

Falls sich die landwirtschaftliche Fläche, für die die Genehmigung erteilt wurde, in einer in Artikel R.156 von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch beinhaltet, erwähnten nahen oder entfernten Präventivzone befindet, müssen die Motorfahrzeuge auf einer zu diesem Zweck eingerichteten dichten Fläche mit Brennstoff und Öl versorgt werden, auf der ebenfalls die Einstellungs- und Wartungsvorgänge erfolgen.

§ 2. In Anwendung von Artikel 14 § 2 Absatz 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Genehmigungsanträge für die in § 1 Absatz 1 genannten Tätigkeiten spätestens dreißig Arbeitstage vor dem für die nicht-landwirtschaftliche Tätigkeit vorgesehenen Datum bei der Verwaltung mit Hilfe des Formulars einzureichen, das in den dem Sammelantrag beigefügten Erläuterungen gemäß Artikel D.32 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft enthalten ist. Die Verwaltung befindet über den Genehmigungsantrag für die Durchführung der nicht-landwirtschaftlichen Tätigkeit auf den betreffenden landwirtschaftlichen Flächen unter Berücksichtigung der in Paragraph 1 angegebenen Kriterien.

**Art. 12** - In Anwendung von Artikel 14 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Aktivitäten, die mit einer vorherigen Notifizierung bei der Verwaltung genehmigt werden, folgende:

- 1° organisierte Wanderungen, bei denen Wanderer zu Fuß, zu Pferd oder mit dem Fahrrad unterwegs sind, Agro-Golf oder andere ähnliche Aktivitäten;
- 2° die *Organisation der folgenden Aktivitäten, sofern ihre Dauer eine Woche pro Jahr nicht überschreitet*:
  - a) Animationen, Aufführungen oder Wanderungen;
  - b) historische Gedenkfeiern oder Aufführungen;
  - c) Fancy-Fairs, Flohmärkte, Familienfeste oder Feste auf dem Bauernhof;
  - d) landwirtschaftliche Messen oder Veranstaltungen;
  - e) Kultur-, Kunst-, Folklore- oder Musikveranstaltungen;
  - f) soziokulturelle Begegnungen;
  - g) Sportturniere, Laufveranstaltungen, Hindernisrennen oder Hunderennen;
- 3° die *Ausübung der folgenden Aktivitäten, sofern sie nicht häufiger als an einem Wochenende pro Monat stattfinden*:
  - a) Modellflugveranstaltungen;
  - b) Reitsport, Gespannfahren, Reitturniere;
  - c) Golf;
  - d) Schießen;
  - e) das Fliegen mit leichten motorisierten Ultraleichtfluggeräten, Gleitschirmen und Motorschirmen;
- 4° das Aufstellen eines Festzelts oder der Aufbau einer Parkfläche, eines Zirkuszeltens, von Ständen und Kiosken für eine Dauer von bis zu 15 Tagen pro Jahr;
- 5° das Errichten eines Lagers einer Jugendbewegung oder eines ähnlichen Lagers für eine Dauer von bis zu eineinhalb Monaten pro Jahr.

Abschnitt 3 — *Flächen, die als nicht überwiegend für landwirtschaftliche Zwecke genutzt gelten*

**Art. 13** - In Anwendung von Artikel 14 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind Flächen, die als nicht überwiegend für landwirtschaftliche Zwecke genutzt gelten, solche, die aufgrund ihrer Lage, ihres historischen Kontexts, der begrenzten Verfügbarkeit für landwirtschaftliche Tätigkeiten oder des Vorhandenseins von festen Einrichtungen oder Anlagen unzweifelhaft und dauerhaft für andere primäre Zwecke als die landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt werden. Diese Zwecke schließen nicht aus, dass auf den betreffenden Flächen bestimmte Instandhaltungstätigkeiten oder Nebentätigkeiten landwirtschaftlicher Art durchgeführt werden.

Die in Absatz 1 genannten Flächen sind unter anderem:

- 1° Seitenstreifen;
- 2° Wassertürme, Wassertanks und Bauwerke zur Wasserentnahme sowie deren Einfriedung;
- 3° Brandschneisen;
- 4° Gärten;
- 5° Parzellen, die der Energiegewinnung durch Photovoltaikanlagen gewidmet sind;



- 6° öffentliche Parks und Grünflächen;
- 7° Rasenflächen;
- 8° Golfplätze;
- 9° Hafengebiete.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 1 ist unter "Seitenstreifen" der aus mit Gras bedeckte Streifen zu verstehen, der die Trennung zwischen einer Straßeninfrastruktur wie einer Straße oder einem Schienenweg einerseits und einer anderen festen Grenze wie einem Wasserlauf, einer Böschung oder einer Grundstücksgrenze andererseits darstellt.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 2 gelten als "Bauwerk zur Wasserentnahme" die in Artikel D.2 Ziffer 65 von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Bauwerke.

#### Abschnitt 4 — Bestimmung der nicht zulässigen Flächen innerhalb der zulässigen Hektarflächen

**Art. 14** - In Anwendung von Artikel 16 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023, gelten als nicht zulässige Flächen die innerhalb der landwirtschaftlichen Fläche für die folgenden Elemente benutzten Flächen:

- 1° Wege mit einer Breite von mehr als zwei Metern, die einen befestigten oder unbefestigten Untergrund aufweisen;
- 2° Lagerstätten für Mist, landwirtschaftliche Erzeugnisse und verschiedene Erzeugnisse, einschließlich landwirtschaftlicher Geräte, Holz, Bau- und Erdbewegungsabfälle, verschiedene Abfälle, Reifen und Planen, die seit mindestens einem Jahr vorhanden sind und eine Fläche von mehr als hundert Quadratmetern haben;
- 3° Geröllhalden mit einer Fläche von mehr als hundert Quadratmetern.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 sind Wege mit einem unbefestigten Untergrund ausgeschlossen, wenn sie die Parzelle vollständig durchqueren.

#### KAPITEL 6 — Aktiver Landwirt

**Art. 15** - § 1. In Anwendung von Artikel 21 Absatz 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Qualifikationen landwirtschaftlicher Fachrichtung, die im Rahmen des Konzepts des aktiven Landwirts zulässig sind, die folgenden:

- 1° ein Master in einer agronomischen Studienrichtung;
- 2° ein Bachelor in einer agronomischen Studienrichtung;
- 3° ein AOS, das nach Abschluss des technischen Übergangsunterrichts des Sekundarunterrichts in einer agronomischen Studienrichtung erlangt worden ist;
- 4° ein AOS, das nach Abschluss des Unterrichts der Oberstufe des Sekundarunterrichts erlangt worden ist, sowie ein Befähigungsnachweis BN6 in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung;
- 5° ein Zertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsleiter, das im Anschluss an eine in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierte nachschulische Ausbildung in der Landwirtschaft erlangt wurde.

§ 2. In Anwendung von Artikel 21 Absatz 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird die Mindestenerfahrung von drei Jahren unter Berücksichtigung des Zeitraums bestimmt, der zwischen dem Datum der Registrierung der natürlichen Person als Mitglied eines Partners im InVeKoS und dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags verstrichen ist.

Wenn die Anwendung von Absatz 1 jedoch nicht den Nachweis einer Mindestenerfahrung von drei Jahren ermöglicht, kann der Landwirt dem in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannten Ausschuss für die Niederlassung jedes beweiskräftige Dokument vorlegen, das seine mehrjährige Erfahrung belegt.

Wenn die Anwendung von Absatz 2 jedoch nicht den Nachweis einer Mindestenerfahrung von drei Jahren ermöglicht, kann der Landwirt, der im Antragsjahr 2020, 2021 oder 2022 Direktzahlungen erhalten hat, beantragen, von dem in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannten Ausschuss für die Niederlassung angehört zu werden.

Die gemäß den Absätzen 2 und 3 abgegebene Stellungnahme des Ausschusses für die Niederlassung ist für die Zahlstelle in Bezug auf die praktische Erfahrung bindend.

#### KAPITEL 7 — Junglandwirt und neuer Landwirt

##### Abschnitt 1 — Kriterien in Bezug auf den Betriebsleiter

**Art. 16** - In Anwendung von Artikel 24 Absatz 2 Ziffer 1 und Artikel 25 Absatz 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gilt als alleiniger Betriebsleiter die natürliche Person, die die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

- 1° sie erklärt sich als natürliche Person, Privatperson oder Selbständiger oder hat die in Artikel 19 Ziffer 2 Buchstaben b) oder c) genannte Funktion inne;
- 2° ihr Betrieb entspricht der Definition eines Landwirts gemäß Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 3° sie hält 100 % der Anteile des Betriebs;
- 4° nur ihre Unterschrift kann den Betrieb verpflichten.

Als nicht alleiniger Betriebsleiter gilt eine natürliche Person, die die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

- 1° sie hat eine der in Artikel 19 genannten Funktionen inne;
- 2° ihr Betrieb entspricht der Definition eines Landwirts gemäß Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 3° ihre Unterschrift ist für die Führung des Betriebs erforderlich oder ausreichend;
- 4° ihre Beteiligung an dem Betrieb ist zeitlich nicht begrenzt;
- 5° ihre Beteiligung an Risiken und Gewinnen steht mindestens im Verhältnis zu ihrem Anteil am Unternehmen;

6° sie hält mindestens 25% der Anteile am Betrieb oder, wenn der Betrieb mehr als vier Inhaber hat, mindestens einen Anteilsprozentsatz, der dem Verhältnis zwischen der Anzahl der Inhaber des Betriebs und der Gesamtheit der Anteile am Betrieb entspricht;

7° sie verpflichtet sich durch eine ehrenwörtliche Erklärung zur Einhaltung der Ziffern 1 bis 6.

#### Abschnitt 2 — Qualifikationen landwirtschaftlicher Fachrichtung

**Art. 17** - In Anwendung von Artikel 24 Absatz 2 Ziffer 2 und Artikel 25 Absatz 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Qualifikationen landwirtschaftlicher Fachrichtung, die im Rahmen des Konzepts des Junglandwirts zulässig sind, die folgenden:

1° ein Master in einer agronomischen Studienrichtung;

2° ein Bachelor in einer agronomischen Studienrichtung;

3° ein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder des Universitätsunterrichts in einer nichtagronomischer Studienrichtung;

4° ein AOS, das nach Abschluss des technischen Übergangsunterrichts des Sekundarunterrichts in einer agronomischen Studienrichtung erlangt worden ist;

5° ein AOS, das nach Abschluss der Oberstufe des Sekundarunterrichts erlangt worden ist;

6° ein AOS, das nach Abschluss des Unterrichts der Oberstufe des Sekundarunterrichts erlangt worden ist, sowie ein Befähigungsnachweis BN6 in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung;

7° ein Befähigungsnachweis BN6 in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung;

8° ein Zertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsleiter, das im Anschluss an eine in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierte nachschulische Ausbildung in der Landwirtschaft erlangt wurde.

9° eine mindestens fünfjährige Erfahrung, die gemäß Artikel 18 bestimmt und mit dem Erlangen eines der in Absatz 2 genannten Abschlusszeugnis kombiniert wurde.

Die in Absatz 1 Ziffern 3, 5 und 7 genannten Ausbildungsgänge werden berücksichtigt, wenn eines der folgenden Abschlusszeugnisse zusammen mit mindestens zwei Jahren Erfahrung, die gemäß Artikel 18 festgelegt werden, erlangt wurde:

1° ein Zertifikat über eine nachschulische Ausbildung des Typs B;

2° ein nach Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes Zertifikat über eine ergänzende landwirtschaftliche Berufsausbildung.

#### Abschnitt 3 — Bestimmung der Erfahrungsjahre

**Art. 18** - § 1. In Anwendung von Artikel 24 Absatz 2 Ziffer 4 und Artikel 25 Absatz 3 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden die Mindestjahre der Erfahrung unter Berücksichtigung des Zeitraums bestimmt, der zwischen dem Datum der Registrierung der natürlichen Person als Mitglied eines Partners im InVeKoS und dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags verstrichen ist.

§ 2. Wenn die Anwendung von Paragraph 1 nicht den Nachweis der erforderlichen Mindestjahre der Erfahrung gemäß Artikel 17 Absätze 1 Ziffer 9 und 2 ermöglicht, kann der Landwirt dem Ausschuss für die Niederlassung jedes beweiskräftige Dokument vorlegen, das seine Erfahrungsjahre belegt.

Darüber hinaus kann der Landwirt, wenn die Anwendung von Absatz 1 nicht zum Nachweis der erforderlichen Mindestjahre der Erfahrung gemäß Artikel 17 Absatz 2 führt, eine Anhörung beim Ausschuss für die Niederlassung beantragen. Nur ein Landwirt, der über eine der in Artikel 17 Absatz 1 Ziffern 3, 5 oder 7 genannten Ausbildungen sowie über ein Zertifikat der nachschulischen Ausbildung des Typs B oder ein Zertifikat über eine ergänzende landwirtschaftliche Berufsausbildung verfügt, das nach Abschluss eines Programms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestellt wurde, kann eine Anhörung beim Ausschuss für die Niederlassung beantragen.

Die gemäß den Absätzen 1 und 2 abgegebene Stellungnahme des Ausschusses für die Niederlassung ist für die Zahlstelle in Bezug auf die praktische Erfahrung bindend.

#### KAPITEL 8 — Bestimmte Mitglieder des Partners

**Art. 19** - In Anwendung von Artikel 23 Absatz 2, Artikel 24 Absatz 2 Ziffer 3 und Artikel 25 Absatz 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die bestimmten Mitglieder des Partners, bei denen alle Kriterien für aktive Landwirte, Junglandwirte und neue Landwirte beurteilt werden können:

1° für Vereinigungen von natürlichen Personen:

a) der Gesellschafter oder das Mitglied;

b) der Ehepartner als Mitinhaber;

c) der Gründer einer eingetragenen Einheit als natürliche Person;

d) der Gründer einer Einheit ohne Rechtspersönlichkeit;

2° für die Gesellschaften:

a) in Bezug auf PGmbHs, KGmbHs und GmbHs, der Verwalter;

b) der geschäftsführende Verwalter;

c) die mit der täglichen Verwaltung beauftragte Person;

d) der Geschäftsführer.

#### KAPITEL 9 — Anwendung der Höchstzahl Hektar oder Tiere auf Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit

**Art. 20** - § 1. In Anwendung von Artikel 27 § 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird die Anzahl der Hektar oder Tiere, die ein Inhaber in Anwendung von Artikel 27 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 geltend machen kann, nach der folgenden Formel bestimmt:  $A * H$ .

Für die Anwendung der in Absatz 1 vorgesehenen Formel:

1° entspricht "A" dem prozentualen Anteil der Anteile oder der Einlage des Inhabers am Kapital des Partners;

2° entspricht "H" der Anzahl der Hektar oder der Tiere des Partners, die potenziell beihilfezulässig sind.

Die Anzahl der Hektar oder Tiere, die ein Inhaber geltend machen kann, ist auf die Höchstzahl begrenzt, die in den Rechtsvorschriften für die betreffende Intervention festgelegt ist.

Die Inhaber haben den Beweis ihrer jeweiligen Anteile zu erbringen.

Die Anzahl der Hektar oder Tiere, die auf Ebene des Partners zulässig sind, ist die Summe der Anzahl der Hektar oder Tiere, die alle Inhaber des Partners gemäß den Absätzen 1 bis 3 geltend machen können. Diese Summe dient als Grundlage für die Berechnung des betreffenden Beihilfebetrags auf der Ebene des Partners.

Liegt der gemäß Absatz 6 berechnete Betrag der betreffenden Beihilfe auf Ebene des Partners unter dem Betrag der betreffenden Beihilfe, der ohne Anwendung der in Absatz 1 genannten Formel berechnet wird, so wird die Beihilfe auf Ebene des Partners für die Anzahl Hektar oder Tiere gewährt, die ohne Anwendung der in Absatz 1 genannten Formel berechnet wurde.

§ 2. Falls die Ehepartner im Rahmen der Anwendung von Paragraph 1 und insofern es sich um eine Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit handelt, die durch einen Inhaber und seinen mithelfenden Ehepartner nach Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 gebildet wird, aufgrund besonderer Umstände nicht in der Lage sind, durch andere Beweisstücke ihre Anteile oder ihrer jeweiligen Einbringungen nachzuweisen, so können der Inhaber und sein mithelfender Ehepartner eine Aufteilungsvereinbarung vorlegen, die folgende Informationen umfasst:

- 1° die vollständige Identifizierung des Inhabers und seines mithelfenden Ehepartners;
- 2° die vollständige Identifizierung des betreffenden Partners;
- 3° die Schätzung der Aufteilung der jeweiligen Anteile der betreffenden Inhaber sowie gegebenenfalls die Belege für diese Schätzung.

Die in Absatz 1 erwähnte Aufteilungsvereinbarung wird von einem Registrierungsamt spätestens am äußersten Datum für die Änderung des Sammelantrags registriert und der Zahlstelle über den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten elektronischen Schalter oder in Papierform per Einschreiben übermittelt.

§ 3. In Anwendung von Artikel 27 § 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden die Nutzungsrechte auf der Grundlage ihres normalen Marktwerts zum Zeitpunkt ihrer Einbringung in die Betriebstätigkeit bewertet.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Einbringung von Nutzungsrechten in Bar nach dem Nennwert zum Zeitpunkt der Einbringung bewertet.

#### KAPITEL 10 - *Saadichte*

**Art. 21** - In Anwendung von Artikel 30 § Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist die Saadichte, die üblicherweise für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur verwendet wird, in Anhang 1 aufgeführt.

#### KAPITEL 11 - *Konditionalität*

##### Abschnitt 1 — *Einzelgenehmigungen für die Umstellung von Dauergrünland*

**Art. 22** - In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Anträge auf Einzelgenehmigungen für die Umstellung unter Androhung der Unzulässigkeit spätestens am 30. September des Jahres, in dem die Verringerung des jährlichen Verhältnisses um mehr als 2,5 % festgestellt wird, bei der Zahlstelle einzureichen. Die Anträge werden über das Formular eingereicht, das den Landwirten über den von der Verwaltung bereitgestellten elektronischen Schalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zur Verfügung gestellt wird.

**Art. 23** - In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 können innerhalb der in Artikel 43 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Grenze Einzelgenehmigungen für die Umstellung erteilt werden, wobei für Dauergrünland, das eines der folgenden Merkmale aufweist, folgendes berücksichtigt wird:

- 1° *Dauergrünland, dessen Boden durch eine der folgenden Klassen der natürlichen Entwässerung gekennzeichnet ist:*
  - a) relativ schlechte Entwässerung, ohne reduzierten Horizont;
  - b) schlechte Entwässerung, ohne reduzierten Horizont;
  - c) relativ schlechte Entwässerung, mit reduziertem Horizont;
  - d) schlechte Entwässerung, mit reduziertem Horizont;
- 2° Dauergrünland in Gebieten mit durchschnittlicher Hochwassergefährdung durch Ausuferern;
- 3° Parzellen mit Dauergrünland, die eine hohe oder sehr hohe Erosionsanfälligkeit aufweisen;
- 4° Dauergrünland, das sich ganz oder teilweise innerhalb der ökologischen Hauptstruktur befindet;
- 5° *Parzellen mit Dauergrünland, deren Boden unter eine der folgenden Kategorien fällt:*
  - a) lockere Böden mit einem felsigen Substrat, das in einer Tiefe von weniger als 40 cm von der Oberfläche aus erscheint;
  - b) steinige Böden mit einem felsigen oder lockeren Substrat, das in einer Tiefe von weniger als 40 cm von der Oberfläche aus erscheint;
  - c) sehr steinige Böden mit einem felsigen oder lockeren Substrat, das in einer Tiefe von zwischen zwanzig und achtzig cm von der Oberfläche aus erscheint;
  - d) lockere Böden mit einem felsigen Substrat, das in einer Tiefe von zwischen zwanzig und achtzig cm von der Oberfläche aus erscheint;
  - e) Böden mit Aufschlüssen aus Felsgestein.

Die besonderen Merkmale jeder in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Entwässerungskategorien sind in Anhang 2 aufgeführt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5 gelten folgende Definitionen:

- 1° steinige Böden: Böden mit einem Gesteinsanteil von mehr als 15 % und höchstens 50 %;
- 2° sehr steinige Böden: Böden mit einem Gesteinsanteil von mehr als 50 %.

**Art. 24** - In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 teilt die Zahlstelle den betroffenen Landwirten die Einzelgenehmigungen für die Umstellung spätestens bis zum 31. Oktober des Jahres der Antragstellung mit.

*Abschnitt 2. — Umstellung von Ackerland oder Dauerkulturen auf Dauergrünland*

**Art. 25** - § 1. Die in Artikel 45 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Umstellungsverpflichtung gilt in erster Linie für jeden Landwirt, der über Flächen verfügt, die ohne eine gemäß den Artikeln 22 bis 24 erhaltene Einzelgenehmigung für die Umstellung von Dauergrünland in landwirtschaftliche Flächen umgestellt wurden, die anderen Nutzungen gewidmet sind.

In dem in Absatz 1 genannten Fall stellen die Landwirte das gesamte umgestellte Dauergrünland ohne vorherige Einzelgenehmigung für die Umstellung um.

§ 2. Reicht die Anwendung von Paragraph 1 nicht aus, um die Verringerung des jährlichen Verhältnisses auf 5 % oder weniger gegenüber dem Referenzverhältnis zu begrenzen, so gilt die Umstellungsverpflichtung auch für jeden Landwirt, der in den drei Jahren vor dem Zeitpunkt der letzten Berechnung des jährlichen Verhältnisses über Flächen verfügt, die von Dauergrünland in landwirtschaftliche Flächen für andere Zwecke umgestellt wurden.

In dem in Absatz 1 genannten Fall hat der Landwirt die Wahl zwischen:

1° der Umstellung eines Prozentsatzes der Fläche, die von Dauergrünland in landwirtschaftliche Flächen für andere Zwecke umgestellt wurde;

2° der Schaffung einer diesem Prozentsatz entsprechenden Fläche Dauergrünland aus für andere Zwecke genutzten landwirtschaftlichen Flächen.

Der in Absatz 2 erwähnte Prozentsatz wird auf der Grundlage der dem Landwirt zur Verfügung stehenden Fläche, die in den drei Jahren vor dem Zeitpunkt der letzten Berechnung des jährlichen Verhältnisses umgestellt wurde, und der Gesamtfläche berechnet, die erforderlich ist, um die Verringerung des jährlichen Verhältnisses auf 4 % oder weniger gegenüber dem Referenzverhältnis zu begrenzen.

§ 3. Paragraph 1 ist anwendbar unabhängig von jeder Übertragung zwischen Landwirten von Dauergrünland, das in landwirtschaftliche Flächen für andere Zwecke umgestellt wurde, die nach dem Zeitpunkt der Umstellung stattgefunden hat.

§ 4. Dauergrünland wird gemäß den Paragraphen 1 und 2 bis spätestens 31. Mai des Jahres umgestellt, das auf das Jahr folgt, in dem die Umstellungsverpflichtung mitgeteilt wurde.

*Abschnitt 3 — Schutz kohlenstoffreicher Böden (GLÖZ 2)*

**Art. 26** - In Anwendung von Artikel 47 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden die Eigenschaften der Entwässerungsklasse "sehr schlechte Entwässerung mit reduziertem Horizont" in Anhang 2 festgelegt.

*Abschnitt 4 — Kriterien für Labors, die eine Bodenanalyse ausstellen können*

**Art. 27** - In Anwendung von Artikel 54 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erfüllen die Labors die folgenden kumulativen Kriterien:

1° sie sind unabhängig von den Landwirten, denen sie eine Analyse bereitstellen;

2° sie verfügen über das Material und die technischen, informatischen und menschlichen Mittel, die für die Durchführung der Analyse erforderlich sind, sowie über ein Qualitätsmanagementsystem, das durch eine Akkreditierung nach ISO 17025 abgedeckt ist und mindestens einen Parameter umfasst, der in der Bodenmatrix analysiert wird;

3° sie verpflichten sich, die Analysen gemäß dem in Anhang 4 des Ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom Februar 2023 über die Beihilfe für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen vorgesehenen Verfahren auf Ackerland durchzuführen;

4° sie sind durch eine berufliche Zusammenarbeit mit der Organisation verbunden.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Kriterien werden anhand folgender Elemente überprüft:

1° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 eine ehrenwörtliche Erklärung, in der sich das Labor verpflichtet, jeden Interessenkonflikt zu vermeiden;

2° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 eine Liste der Probennehmer und der Verantwortlichen des Labors, die an der Durchführung der Analyse beteiligt sind, sowie eine Kopie der Schlussfolgerungen und der relevanten Teile des Audits, das im Rahmen der Akkreditierung nach ISO 17025 durchgeführt wurde;

3° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 den Nachweis der in Paragraph 1 Ziffer 3 vorgesehenen Verpflichtung;

4° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 den Nachweis einer beruflichen Zusammenarbeit, die das Labor mit der Organisation verbindet.

§ 3. Das Verfahren zur Bezeichnung der zuständigen Labors wird wie folgt festgelegt:

1° Spätestens am 1. Januar jedes Jahres legt die Organisation der Zahlstelle die vollständige Liste der Labors vor, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, und hält die in Paragraph 2 genannten Überprüfungselemente für die Zahlstelle bereit;

2° die Zahlstelle erklärt die Liste der zuständigen Labors auf der Grundlage der von der Organisation bereitgestellten Informationen und gegebenenfalls nach Überprüfung der Kriterien für die Benennung für gültig;

3° die Zahlstelle übermittelt der Organisation innerhalb eines Monats nach Erhalt der Liste der Labors, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, die Liste der Labors, deren Benennung sie für gültig erklärt;

4° die Liste der Labors, deren Benennung von der Zahlstelle für gültig erklärt wurde, wird den Landwirten zur Verfügung gehalten;

5° die Organisation teilt der Zahlstelle unverzüglich jede Änderung der in Ziffer 1 genannten Liste mit.

Für Änderungen der Liste gilt das in Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 genannte Verfahren.

Abschnitt 5 - Erosionsschutzstreifen, Techniken zur Anpflanzung von Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung und andere technische Innovationen, deren anerkannte Ergebnisse ermöglichen, die Erosionsgefahr zu begrenzen

**Art. 28** - Die in Artikel 56 § 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannten Erosionsschutzstreifen erfüllt die folgenden kumulativen Merkmale:

1° sie umschließen die gesamte Parzelle, mit Ausnahme der Grenzen, die an eine Parzelle mit Dauergrünland oder Wechselgrünland, eine Waldparzelle von mindestens neun Metern Breite oder an einen Grünstreifen von mindestens neun Metern Breite angrenzen;

2° sie weisen eine Breite von mindestens neun Metern auf;

3° sie weisen eine der folgenden Bodenbedeckungen auf:

- a) Wiesengräser, die in Reinkultur oder in Mischungen untereinander oder mit Leguminosen angebaut werden;
- b) Wintergetreide, das in Reinkultur oder in Mischungen untereinander oder mit Leguminosen angebaut wird;
- c) Raps (*Brassica napus*);

4° sie weisen vom 1. Januar bis zum Zeitpunkt der Ernte der Hauptkultur eine sichtbare Bodenbedeckung auf. Wird die Hauptkultur vor dem 30. Juni geerntet, so bleibt der Erosionsschutzstreifen mindestens bis zu diesem Zeitpunkt bestehen.

**Art. 29** - In Anwendung von Artikel 59 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Techniken zur Anpflanzung von Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung die folgenden:

1° Bodenbearbeitung in Streifen oder strip-till;

2° Direktsaat ohne Bodenbearbeitung oder no-till.

**Art. 30** - In Anwendung von Artikel 59 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die anderen technischen Innovationen, deren anerkannte Ergebnisse ermöglichen, die Erosionsgefahr zu begrenzen, die folgenden:

1° der Einsatz einer Walze als Erosionsschutz im Maisanbau;

2° Zwischenreihensaat im Maisanbau.

**Art. 31** - Die in Artikel 60 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Kultur ist *Miscanthus* (*Miscanthus* spp.).

*Abschnitt 6 — Erhaltung nichtproduktiver Flächen und Landschaftselemente zur Verbesserung der biologischen Vielfalt innerhalb der landwirtschaftlichen Betriebe*

**Art. 32** - In Anwendung von Artikel 67 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Koeffizienten, die für die Berechnung der Prozentsätze des Ackerlands verwendet werden, das für nichtproduktive Flächen und Landschaftselemente, für Flächen mit Zwischenfruchtanbau oder für Flächen mit stickstoffbindenden Kulturen bestimmt ist, in Anhang 3 aufgeführt.

**Art. 33** - § 1. In Anwendung von Artikel 68 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird die Frühjahrsaussaat auf für Honigpflanzen genutzte Brachen zwischen dem 1. März und dem 15. Mai durchgeführt. Die Herbstsaat wird zwischen dem 1. August und dem 30. September durchgeführt.

§ 2. In Anwendung von Artikel 68 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden die Brachen vom 15. Februar bis einschließlich 15. August aufrechterhalten.

Bei für Honigpflanzen genutzten Brachen bleibt die im Frühjahr eingesäte Bodenbedeckung mindestens sechs Monate ab dem Zeitpunkt der Aussaat erhalten. Die im Herbst eingesäte Bodenbedeckung bleibt mindestens bis zum 15. September des auf die Aussaat folgenden Jahres erhalten. Der Landwirt kann diese Fläche für ein zweites Jahr als für Honigpflanzen genutzte Brache angeben, ohne eine neue Herbstsaat vornehmen zu müssen.

§ 3. In Anwendung von Artikel 68 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist die Liste der pollen- und nektarreichen Arten für das Anlegen von für Honigpflanzen genutzten Brachen in Anhang 4 festgelegt. Anhang 4 definiert zudem die Haupt- und Nebenlisten der für die Frühjahrs- und Herbstsaat anerkannten Honigpflanzenarten.

Bei der Herbst- oder Frühjahrsaussaat sät der Landwirt mindestens fünf Arten, die in den Hauptlisten von Anhang 4 aufgeführt sind. Für jede ausgesäte Art beträgt das Gewicht der Samen zwischen zehn und dreißig Prozent des Gewichts, das üblicherweise für die Aussaat dieser Art in Reinkultur verwendet wird.

Der Landwirt kann die verwendeten Mischungen um Arten aus der Nebenliste von Anhang 4 ergänzen. Für jede ausgesäte Art darf das Gewicht der Samen nicht mehr als 10 % des Gewichts betragen, das üblicherweise für die Aussaat dieser Art in Reinkultur verwendet wird.

Die üblicherweise verwendeten Gewichte sind in Anhang 1 aufgeführt.

**Art. 34** - § 1. In Anwendung von Artikel 69 Absatz 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist die Liste der Arten, die in Mischungen für die Aussaat auf Flächen mit Zwischenfruchtanbau verwendet werden können, in Anhang 5 enthalten.

§ 2. In Anwendung von Artikel 69 Absatz 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erstreckt sich der Zeitraum für die Aussaat auf Flächen mit Zwischenfruchtanbau vom 1. Juli bis zum 30. September einschließlich.

Erfolgt das Anlegen einer Fläche mit einer Zwischenfrucht durch eine Untersaat von Gras oder Leguminosen in eine Hauptkultur, so kann die Untersaat in Abweichung von Absatz 1 gleichzeitig mit der Aussaat der Hauptkultur oder zu einem späteren Zeitpunkt erfolgen.

In den in Absatz 2 genannten Fällen darf die Aussaat der Zwischenfrucht nicht vor dem 1. Juni erfolgen.

§ 3. In Anwendung von Artikel 69 Absatz 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird die Zwischenfrucht ab ihrer Anpflanzung mindestens drei Monate lang erhalten.

Erfolgt das Anlegen einer Fläche mit einer Zwischenfrucht durch Untersaat von Gras oder Leguminosen in eine Hauptkultur, so muss die Zwischenfrucht in Abweichung von Absatz 1 mindestens zwei Monate nach der Ernte der Hauptfrucht erhalten bleiben.

§ 4. In Anwendung von Artikel 69 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die zusätzlichen Bedingungen in Bezug auf die Produktionsmethoden folgende:

1° Die Bodenbedeckung der Zwischenfrucht besteht aus einer Mischung von mindestens zwei Pflanzenarten, die zu zwei verschiedenen Kategorien der Liste, die Anhang 5 bildet, gehören;

2° die Zerstörung der Zwischenfrucht muss auf mechanischem Weg vor dem 15. Februar oder durch Frost erfolgen;

3° das Schneiden der Zwischenfrucht in der Vegetationsperiode ist nur bei einer Mischung erlaubt, die wenigstens eines der in Anhang 5 angeführten Gräser enthält und unter der Bedingung, dass wenigstens eine Art der Mischung mehrjährig ist;

4° in Abweichung von Artikel 69 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 darf die Bodenbedeckung während der Zwischenfrucht von Schafen beweidet werden, sofern die Bodenbedeckung nicht zerstört wird und mindestens zwei Arten erhalten bleiben.

§ 5. In Anwendung von Artikel 69 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die zusätzlichen Bedingungen in Bezug auf die Verwendung von Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln folgende:

1° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist zwischen dem Datum der Anpflanzung und dem Datum der Zerstörung der Zwischenfrucht oder, im Falle einer Untersaat von Gras oder Leguminosen in einer Hauptkultur, zwischen dem Zeitpunkt der Ernte der Hauptkultur und dem Datum der Zerstörung der Zwischenfrucht untersagt;

2° die Verwendung von mineralischem Dünger ist zwischen dem Datum der Anpflanzung der Zwischenfrucht und dem 15. Februar des folgenden Jahres oder, im Falle einer Untersaat von Gras oder Leguminosen in einer Hauptkultur, zwischen dem Zeitpunkt der Ernte der Hauptkultur und dem 15. Februar des folgenden Jahres untersagt;

3° die Verwendung von pilliertem und mit Pflanzenschutzmitteln behandeltem Saatgut ist auf Flächen, auf denen eine Zwischenfrucht angebaut wird, untersagt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 endet das Verbot von Pflanzenschutzmitteln spätestens am 15. Februar des darauffolgenden Jahres.

**Art. 35 - § 1.** In Anwendung von Artikel 70 Absatz 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die zulässigen Arten von stickstoffbindenden Pflanzen folgende:

1° Bockshornklee (*Trigonella foenum-graecum*);

2° Acker- und Puffbohnen (*Vicia faba*);

3° Linsen (*Lens culinaris*);

4° Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*);

5° Lupinen (*Lupinus spp.*);

6° Luzerne (*Medicago sativa*);

7° Hopfenklee (*Medicago lupulina*);

8° Erbsen (*Pisum spp.*);

9° Kichererbsen (*Cicer arietinum*);

10° Saat-Esparssette (*Onobrychis viciifolia*);

11° Sojabohne (*Glycine max*);

12° Klee (*Trifolium spp.*);

13° Wicken (*Vicia spp.*).

In Anwendung von Artikel 70 Absatz 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 beginnt die Vegetationsperiode von Flächen mit stickstoffbindenden Kulturen spätestens am 15. Mai und endet frühestens am 1. Juli.

In Anwendung von Artikel 70 Absatz 2 Ziffer 3 muss die stickstoffbindende Kultur ab dem Zeitpunkt ihrer Anpflanzung mindestens drei Monate lang vorhanden sein.

§ 2. In Anwendung von Artikel 70 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist die Verwendung von Mineraldüngern auf Flächen, die stickstoffbindende Kulturen tragen, verboten, mit Ausnahme von Phosphor- oder Kaligrunddüngung.

§ 3. Auf Flächen mit angebauter Luzerne (*Medicago sativa*), Klee (*Trifolium spp.*), Hopfenklee (*Medicago lupulina*), Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*) oder Saat-Esparssette (*Onobrychis viciifolia*) wird bis zum 1. Oktober eine nicht gemähte und nicht abgeerntete Fluchtzone mit einer Fläche von mindestens 10 % der Fläche der Parzelle mit stickstoffbindenden Kulturen aufrechterhalten.

#### KAPITEL 12 - *Schlussbestimmung*

**Art. 36 -** Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

Anhang Nr. 1 Saatdichte, die üblicherweise für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur verwendet wird

Pflanzenarten oder -gattungen	Saadichte in Reinkultur (in kg/ha)
<b>Gräser</b>	
Kanariengras ( <i>Phalaris canariensis</i> )	20
Hafer ( <i>Avena sativa</i> )	100
Sand-Hafer oder Rau-Hafer ( <i>Avena strigosa</i> )	40
Knäuelgräser ( <i>Dactylis</i> spp.)	15
Einkorn oder kleiner Spelz ( <i>Triticum monococcum</i> )	100
Dinkel ( <i>Triticum spelta</i> )	200
Schwingel ( <i>Festuca</i> spp.)	30
Lieschgräser ( <i>Phleum</i> spp.)	5
Weichweizen ( <i>Triticum aestivum</i> )	150
Rispenhirse ( <i>Panicum miliaceum</i> )	20
Kolbenhirse ( <i>Setaria italica</i> )	20
Gerste ( <i>Hordeum vulgare</i> )	120
Englisches Raygras oder Ausdauernder Lolch ( <i>Lolium perenne</i> )	25
Roggen ( <i>Secale cereale</i> )	80
Sorghumhirse ( <i>Sorghum bicolor</i> )	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i> )	130
<b>Leguminosen</b>	
Bockshornklee ( <i>Trigonella foenum-graecum</i> )	35
Puffbohnen ( <i>Vicia faba</i> )	250
Linsen ( <i>Lens</i> spp.)	35
Hornklee ( <i>Lotus</i> spp.)	25
Weißer Lupine ( <i>Lupinus albus</i> )	170
Schmalblättrige Lupine ( <i>Lupinus angustifolius</i> )	130
Gelbe Lupine ( <i>Lupinus luteus</i> )	130
Schneckenklee ( <i>Medicago</i> spp.)	20
Steinklee ( <i>Melilotus</i> spp.)	15
Kichererbsen ( <i>Cicer arietinum</i> )	225
Erbse ( <i>Pisum sativum</i> )	60
Eiweißerbse ( <i>Pisum sativum</i> )	120

Esparsetten ( <i>Onobrychis</i> spp.)	40
Sojabohne ( <i>Glycine max</i> )	145
Weißklee ( <i>Trifolium repens</i> )	20
Alexandrinier-Klee ( <i>Trifolium alexandrinum</i> )	15
Perserklee ( <i>Trifolium resupinatum</i> )	20
Hybridklee ( <i>Trifolium hybridum</i> )	15
Inkarnatklee ( <i>Trifolium incarnatum</i> )	20
Rotklee ( <i>Trifolium pratense</i> )	20
Saatwicke ( <i>Vicia sativa</i> )	50
Maus-Wicke ( <i>Vicia narbonensis</i> )	80
Zottige Wicke ( <i>Vicia villosa</i> )	40
<b>Kreuzblütler</b>	
Leindotter ( <i>Camelina sativa</i> )	5
Raps ( <i>Brassica napus</i> )	8
Senf ( <i>Sinapis alba</i> )	8
Garten-Rettich ( <i>Raphanus sativus</i> )	8
<b>Sonstige</b>	
Borretsch ( <i>Borago</i> spp.)	25
Flockenblumen ( <i>Centaurea</i> spp.)	15
Zichorie ( <i>Cichorium</i> spp.)	15
Koriander ( <i>Coriandrum sativum</i> )	25
Lein ( <i>Linum</i> spp.)	60
Malve ( <i>Malva</i> spp.)	20
Mohn ( <i>Papaver</i> spp.)	8
Phacelia ( <i>Phacelia</i> spp.)	10
Quinoa ( <i>Chenopodium quinoa</i> );	8
Buchweizen ( <i>Fagopyrum esculentum</i> )	40
Sonnenblume ( <i>Helianthus annuus</i> )	40

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023



## Anhang Nr. 2 Definition von Entwässerungsklassen im Rahmen von GLÖZ 1 und 2

Natürliche Entwässerungsklassen	Begriffsbestimmungen		Tiefe (in cm) des Auftretens von Redoxreaktionen (Pseudogley) oder Reduktionsreaktionen (Gley)				Symbol der digitalen Bodenkarte der Wallonie	
	Texturklassen Z, S, P	Texturklassen L, A, E, U, G	Texturklassen Z, S, P		Texturklassen L, A, E, U, G		Reduktion	Reduktion
			Redoxreaktion	Reduktion	Redoxreaktion	Reduktion		
Relativ schlecht, ohne reduzierten Horizont	Feuchte Böden	Böden mit zeitweiliger Wasserstauung, stark vergleiyt	20 bis 40	n.r.	30 bis 50	n.r.	h	I
Schlecht, ohne reduzierten Horizont	Sehr feuchte Böden	Böden mit zeitweiliger Wasserstauung, sehr stark vergleiyt	0 bis 20	n.r.	0 bis 30	n.r.	i	
Relativ schlecht, mit reduziertem Horizont	Feuchte Böden	Böden mit permanenter Wasserstauung und Schwankungsbereich, stark vergleiyt	20 bis 40	> 80	30 bis 50	> 80	e	F G
Schlecht, mit reduziertem Horizont	Sehr feuchte Böden	Böden mit permanenter Wasserstauung und Schwankungsbereich, sehr stark vergleiyt	0 bis 20	40 bis 80	0 bis 30	40 bis 80	f	
Sehr schlecht, mit reduziertem Horizont	Äußerst feuchte Böden	Böden mit permanenter Wasserstauung, ohne Schwankungsbereich, sehr stark vergleiyt	n.r.	< 40	n.r.	< 40	g	

Legende der Texturklassen:

- Z: Sand;
- S: schluffiger Sand, toniger Sand;
- P: leichter sandiger Schluff;
- L: sandiger Schluff, schwerer sandiger Schluff;
- A: leichter Schluff, Schluff, schwerer Schluff;
- E: leichter Ton, sandiger Ton, schluffiger Ton;
- U: schwerer Ton, schwerer sandiger Ton, sehr schwerer Ton;
- G: steinige Böden, deren Feinerde zu den Klassen L, A oder E gehört.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

Anhang Nr. 3 Koeffizienten für die Berechnung der Prozentsätze des Ackerlandes, das für nichtproduktive Landschaftselemente und Flächen, für Flächen mit Zwischenfruchtanbau oder für Flächen mit stickstoffbindenden Kulturen bestimmt ist.

Besonderheiten	Umrechnungsfaktor	Gewichtungsfaktor	Fläche
Brachen (pro Quadratmeter)	n.r.	1	1 m <sup>2</sup>
Landschaftsmerkmale:			
Baumreihen (pro laufendem Meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Alleinstehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Nahestehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Haine (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Gräben (pro laufendem Meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Hecken (pro laufendem Meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Böschungen (pro laufendem Meter)	1	n.r.	1 m <sup>2</sup>
Tümpel (pro Tümpel)	400	1,5	600 m <sup>2</sup>
Alleinstehende Sträucher und Büsche (pro Strauch oder Busch)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Feldränder (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m
Für Honigpflanzen genutzte Brachen (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>

Bepflanzte Ackerparzellen (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Begraste Wendefläche (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Parzellen mit Getreide auf dem Halm (pro Quadratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Flächen mit Zwischenfruchtanbau (pro Quadratmeter)	n.r.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>
Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen (pro Quadratmeter)	n.r.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

Anhang Nr. 4 Liste der pollen- und nektarreichen Arten für das Anlegen von für Honigpflanzen genutzten Brachen

1. Liste für die Frühjahrsaussaat:

a) Hauptliste für die Frühjahrsaussaat:

- Senf (*Sinapis alba*);
- Phazelle (*Phacelia tanacetifolia*);
- Garten-Rettich (*Raphanus sativus*);
- Buchweizen (*Fagopyrum esculentum*);
- Sonnenblume (*Helianthus annuus*);
- Weißklee (*Trifolium repens*);
- Alexandriner-Klee (*Trifolium alexandrinum*);
- Perserklee (*Trifolium resupinatum*);
- Saatwicke (*Vicia sativa*).

b) Nebenliste für die Frühjahrsaussaat:

- Borretsch (*Borago officinalis*);
- Koriander (*Coriandrum sativum*);
- Gemeiner Lein (*Linum usitatissimum*);
- Schwarzkümmel (*Nigella* spp.).

2. Liste für die Herbstsaussaat:

a) Hauptliste für die Herbstsaussaat:

- Raps (*Brassica napus*);
- Rotschwingerl (*Festuca rubra*);
- Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*);
- Luzerne (*Medicago sativa*);
- Hopfenklee (*Medicago lupulina*);
- Weißer Steinklee (*Melilotus albus*);
- Weißklee (*Trifolium repens*);
- Inkarnatklee (*Trifolium incarnatum*).

- b) Nebenliste für die Herbstsaat:
- Kornblume (*Centaurea cyanus*);
  - Flockenblumen (*Centaurea* spp.);
  - Zichorie (*Cichorium* spp.);
  - Klatschmohn (*Papaver rhoeas*);
  - Malve (*Malva* spp.).

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

## Anhang Nr. 5 Liste der Pflanzenarten für die Anpflanzung von Flächen mit Zwischenfruchtanbau

## Kategorie A. Gräser, darunter Getreide:

- 1° Saat-Hafer (*Avena sativa*);
- 2° Sand-Hafer oder Rau-Hafer (*Avena strigosa*);
- 3° Knäuelgräser (*Dactylis* spp.);
- 4° Schwingel (*Festuca* spp.);
- 5° Weichweizen (*Triticum aestivum*);
- 6° Englisches Raygras (*Lolium perenne*);
- 7° Italienisches Raygras (*Lolium multiflorum*);
- 8° Roggen (*Secale cereale*);
- 9° Triticale (×*Triticosecale*).

## Kategorie B. Leguminosen:

- 1° Acker- und Puffbohnen (*Vicia faba*);
- 2° Saat-Platterbse (*Lathyrus sativus*);
- 3° Hornklee (*Lotus* spp.);
- 4° Erbse (*Pisum sativum*);
- 5° Klee (*Trifolium* spp.);
- 6° Futterwicke oder Saatwicke (*Vicia sativa*);
- 7° Zottige Wicke (*Vicia villosa*).

## Kategorie C. Kreuzblütler:

- 1° Leindotter (*Camelina sativa*);
- 2° Gemüsekohl (*Brassica oleracea*);
- 3° Weißer Senf (*Sinapis alba*);
- 4° Garten-Rettich (*Raphanus sativus*);

## Kategorie D. Sonstige Familien:

- 1° Ramtilkraut oder Nigersaat (*Guizotia abyssinica*);
- 2° Gemeiner Lein (*Linum usitatissimum*);
- 3° Rainfarn-Phazelie (*Phacelia tanacetifolia*);

- 4° Buchweizen (*Fagopyrum esculentum*);
- 5° Sonnenblume (*Helianthus annuus*).

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42741]

**23 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit**

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de Lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2022/1173 van de Commissie van 31 mei 2022 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, eerste lid, D.250, D.251 en D. 263, §§ 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, 3, § 1, lid 3, 6, 7, 13, § 2, lid 4, 14, § 2, lid 2 en lid 3, 3 en 4, 16, § 2, lid 2, 21, lid 2, 23, lid 2, 24, lid 2, 25, lid 3, 27, § 2, 30, lid 2, 44, § 2, lid 1 en lid 2, 45, lid 2, 47, § 1, lid 2, 54, § 2, lid 1, 1°, 56, § 2, 59, 60, § 3, 67, § 2, 68, § 2, lid 1, 69, lid 3 en lid 4, en 70, lid 2 en lid 3;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011: het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

2° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

3° "CESS": het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

4° Vestigingscomité: het Vestigingscomité opgericht bij artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

5° "CQ6": het kwalificatiegetuigschrift afgegeven aan het einde van het zesde jaar van het secundair onderwijs;

6° organisatie: de organisatie waaraan de Minister de opdracht heeft toevertrouwd om de ontwikkeling van instrumenten voor de controle van de kwaliteit van de analyses en adviezen voor geïntegreerde landbouw in Wallonië te waarborgen;

7° ecologische compensatiearealen: landbouwarealen waar een specifieke beperking geldt en waarvoor een landbouwer financiële steun ontvangt op basis van een overeenkomst met een private derde;

8° titularis: de titularis in de zin van artikel 1, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen.



HOOFDSTUK 2. — *Elementen betreffende de begripsomschrijvingen*

*Afdeling 1.* — Criteria om het landbouwareaal in een zodanige staat te houden dat het geschikt is voor begrazing of teelt

**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig artikel 2, § 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 moet de landbouwer, wat betreft het behoud van het landbouwareaal in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, de overwoeking en de verwildering met struik- en houtgewassen van zijn akkerland tegengaan, en daarbij natuurlijk de bijzondere topografische kenmerken van zijn land in acht nemen en in stand houden.

De landbouwer kapt de struik- en houtgewassen na 31 juli.<0}

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, wordt het kappen van de struik- en houtgewassen geregeld volgens de volgende elementen:

1° de specificatie van de agromilieue- en klimaatmaaregelen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen op bouwland;

2° de specificatie van de ecoregelingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen op bouwland;

3° de artikelen 72, 74 en 75 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

4° de overeenkomsten betreffende het beheer van de ecologische compensatiearealen.

§ 3. Paragraaf 1, eerste lid, is niet van toepassing op gronden waarop de landbouwer overeenkomstig artikel D.33/3, derde lid, van boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, een permanent plantendek heeft aangebracht.

**Art. 3.** § 1. Overeenkomstig artikel 2, § 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het niet-productief blijvend grasland, wat betreft het behoud van het landbouwareaal in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, ten minste eenmaal per jaar gemaaid zonder uitvoer van het maaiproduct.

Het maaien vindt plaats tussen 1 augustus en 30 september.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "niet-productief blijvend grasland" verstaan blijvend grasland dat niet wordt begraaasd of gemaaid, alsmede gemaaid blijvend grasland waarvan het maaiproduct niet wordt uitgevoerd.

§ 2. Indien het blijvend grasland gelegen is in een van de volgende gebieden, wordt de in paragraaf 1 van het eerste lid bedoelde verplichting uitgevoerd overeenkomstig de relevante regelgeving:

1° de Natura 2000-locaties;

2° de domaniale natuurreservaten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkende natuurreservaten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de vochtige gebieden met een biologisch belang bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang en percelen onder beheersovereenkomst met het departement Natuur en Bossen van de administratie in de zin van artikel 3, 3° van het Waalse Landbouwwetboek of met een erkende vereniging voor natuurbehoud;

3° weiden met een hoge biologische waarde die het voorwerp uitmaken van een verbintenis voor agromilieue- en klimaatmaatregel nr. 4 overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen.

Het maaien gebeurt in elk geval ten minste één jaar op twee.

**Art. 4.** Overeenkomstig artikel 2, § 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 kapt de landbouwer, wat betreft het behoud van het landbouwareaal in een staat die begrazing of teelt mogelijk maakt, de struik- en houtgewassen tussen de productieve bomen minstens één keer per jaar in de percelen met blijvende teelten.

De blijvende gewassen geven er duidelijk blijk van dat ze minstens een keer om de twee jaar worden gesnoeid en onderhouden.

De tekenen van snoei of onderhoud die ten minste eenmaal per twee jaar worden uitgevoerd zijn de volgende:

1° voor meerjarige laagstammige fruitteelten, afwezigheid van dode, gebroken, beschadigde of zieke takken alsook van boomstronken;

2° voor de frambozenstruiken (*Rubus idaeus*) worden de rieten die fruit hebben gedragen, gesnoeid;

3° voor de wijnstokken (*Vitis* spp.), worden de stekken zodanig gesnoeid dat het productiepotentieel en de structuur van de plant worden gehandhaafd;

4° voor de teelt van hop (*Humulus lupulus*) worden de lianen zodanig gesnoeid dat het productiepotentieel en de structuur van de plant worden gehandhaafd.

De verplichting, bedoeld in het tweede lid, geldt niet voor :

1° de bosgewassen met korte rotatie en de kreupelbossen met zeer korte rotatie;

2° de meerjarige hoogstammige fruitteelten;

3° de miscanthus (*Miscanthus* spp.) ;

4° de hazelaar (*Corylus* spp.);

5° walnoot (*Juglans* spp.);

6° de kwekerijen van bosplanten.

*Afdeling 2.* — Aanvullende criteria waaraan arealen met een grasbedekking van meer dan 50% en minder dan 90% moeten voldoen om te worden beschouwd als blijvend grasland

**Art. 5.** Krachtens artikel 2, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 moeten arealen met een grasbedekking van meer dan 50% en minder dan 90% aan een van de volgende criteria voldoen om als blijvend grasland te worden beschouwd:

1° zij worden aangewezen als "prioritair open milieus" (UG 2), "weiland habitats van soorten" (UG 3), "extensieve stroken" (UG 4), "verbindingsweiden" (UG 5), "gebieden onder beschermingsstatuut" (UG temp 1) of "gebieden met openbaar beheer" (UG temp 2) overeenkomstig artikel 2, 2° tot 5°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011;

2° zij vallen onder een verbintenis voor de agromilieu- en klimaatmaatregel nr. 4 “weiden met een hoge biologische waarde”, overeenkomstig artikel 3, lid 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

3° zij zijn gelegen in een site met een hoge biologische waarde uiterlijk op 31 december van het jaar voorafgaand aan de indiening van de verzamelaanvraag.

*Afdeling 3. — Begraasbaar land dat deel uitmaakt van de gangbare plaatselijke praktijken*

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 2, § 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de begraasbare arealen die deel uitmaken van de gangbare plaatselijke praktijken, waar kruidachtige overheerst, hetgeen dat aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° hun bedekkingsgraad met gras en andere kruidachtige voedergewassen is gelijk aan of kleiner dan 50% van hun in aanmerking komende oppervlakte;

2° zij hebben één van de volgende kenmerken:

1° zij worden aangewezen als “prioritair open milieus” (UG 2), “weiland habitats van soorten” (UG 3), “extensieve stroken” (UG 4), “verbindingsweiden” (UG 5), “gebieden onder beschermingsstatuut” (UG temp 1) of “gebieden met openbaar beheer” (UG temp 2) overeenkomstig artikel 2, 2° tot 5°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011;

b) zij vallen onder een verbintenis voor de agromilieu- en klimaatmaatregel nr. 4 “weiden met een hoge biologische waarde”, overeenkomstig artikel 3, lid 1, 2°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

c) zij zijn gelegen in een site met een hoge biologische waarde uiterlijk op 31 december van het jaar voorafgaand aan de indiening van de verzamelaanvraag.

*Afdeling 4. — Voor hakhout met korte omlooptijd in aanmerking komende bossoorten*

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 2, § 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de soorten die gebruikt kunnen worden voor hakhout met korte omlooptijd de volgende :

1° de zwarte els (*Alnus glutinosa*);

2° de ruwe berk (*Betula pendula*) ;

3° de haagbeuk (*Carpinus betulus*) ;

4° de Amerikaanse eik (*Quercus rubra*) ;

5° eldesdoorn (*Acer campestre*);

6° de Noorse esdoorn (*Acer platanoides*);

7° de zoete kers (*Prunus avium*) ;

8° de hazelaar (*Corylus avellana*.);

9° de populieren (*Populus* spp.);

10° de wilgen (*Salix* spp.);

11° de Lijsterbes (*Sorbus* spp.);

12° de Zomerlinde (*Tilia platyphyllos*)

13° de Winterlinde (*Tilia cordata*).

*HOOFDSTUK 3. — Modaliteiten betreffende de verstrekking van de documenten*

**Art. 8.** Overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 geschiedt de overmaking van de bewijstukken van de verzamelaanvraag volgens de volgende modaliteiten:

1° ofwel op een papieren informatiedrager gezonden bij aangetekend schrijven of overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs bij het betaalorgaan;

2° ofwel in elektronische vorm via het door de administratie ter beschikking gestelde geïnformatiseerde elektronische loket;

3° ofwel per e-mail, elektronisch ondertekend of met de gescande ondertekening, gezonden aan het betaalorgaan.

*HOOFDSTUK 4. — Uiterste datum voor indiening*

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag op 30 april van elk jaar vastgesteld.

De uiterste datum voor de indiening van wijzigingen van de verzamelaanvraag die tot een verhoging van de aanvraag leiden, wordt vastgesteld op 31 mei van elk jaar.

Wijzigingen die niet onder lid 2 vallen, kunnen tot en met 30 september van elk jaar worden ingediend tenzij het betaalorgaan de aanvrager reeds in kennis heeft gesteld van zijn voornemen om een controle ter plaatse van de aangevraagde interventie te verrichten of de controle een geval van niet-naleving aan het licht brengt. Dit verbod geldt alleen voor het gedeelte van het document waarop de bij de controle ter plaatse geconstateerde niet-naleving betrekking heeft.

HOOFDSTUK 5. — *Voor de regeling van de rechtstreekse betalingen subsidiabele hectaren en daarbinnen subsidiabele arealen*

*Afdeling 1. — Percelen ter beschikking van de landbouwer*

**Art. 10.** In toepassing van artikel 13, § 2, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 staan de aangegeven percelen op 31 mei van het kalenderjaar ter beschikking van de landbouwer.

*Afdeling 2. — Toelating van niet-landbouwactiviteiten op landbouwarealen*

**Art. 11.** § 1. Overeenkomstig artikel 14, § 2, lid 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden de gymkhana-, mountainbike-, crossfiets-, karting-, motocross-, quadcross-, autocross- of stockcar-activiteiten, concentraties van landbouwtractors, buiten het kader van een tractorpulling, en van ander landbouwmetaal toegelaten onder de volgende voorwaarden:

- 1° zij worden slechts eenmaal per jaar gehouden;
- 2° zij worden beperkt tot hoogstens vier dagen per jaar;
- 3° ze veroorzaken geen onomkeerbare wijziging van het bodemreliëf, tenzij vooraf een stedenbouwkundige vergunning voor die activiteiten werd afgeleverd ;
- 4° de verantwoordelijke of de aanvrager verwijdert binnen acht dagen na het einde van de activiteit alle mobiele installaties en verwijdert hij in voorkomend geval het afval;
- 5° de organisator beschikt over adequate voorzieningen tegen verontreiniging waarmee hij accidenteel gemorste koolwaterstoffen kan recupereren. De organisator neemt de nodige maatregelen om vervuiling van het grondwater te voorkomen.

Als het landbouwareaal waarop de toelating betrekking heeft, gelegen is in een dichtbijgelegen of verwijderd preventiegebied bedoeld in artikel R.156 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, moet de brandstof- en oliebevoorrading van de motorvoertuigen, alsook het bijstellen en onderhoud ervan plaatsvinden in een daartoe ingerichte dichte ruimte.

§ 2. In toepassing van artikel 14, § 2, derde lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, moeten de aanvragen tot toelating van de activiteiten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, uiterlijk dertig werkdagen voor de geplande datum van de niet-landbouwactiviteit bij de administratie worden ingediend door middel van het formulier dat is opgenomen in de toelichting bij de verzamelaanvraag overeenkomstig artikel D.32 van het Waalse landbouwwetboek. De administratie beslist over de aanvraag tot toelating voor de uitoefening van de niet-landbouwactiviteit op de betrokken landbouwarealen aan de hand van de in paragraaf 1 vermelde criteria.

**Art. 12.** In toepassing van artikel 14, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de toegelaten activiteiten, mits voorafgaande kennisgeving aan de administratie, de volgende:

- 1° de georganiseerde wandeling alsook de doorgang van paardrijders of fietsers, agrogolf of een soortgelijke activiteit ;
- 2° de organisatie van de volgende activiteiten, voor zover de duur ervan niet langer is dan één week per jaar:
  - a) animaties, voorstellingen of wandelingen ;
  - b) historische herdenkingen of reconstituties ;
  - c) fancy-fairs, rommelmarkten, familiefeesten of feesten op de hoeve ;
  - d) landbouwbeurzen of landbouwevenementen ;
  - e) culturele, artistieke, folkloristische of muzikale evenementen ;
  - f) socioculturele bijeenkomsten;
  - g) sporttornooien, jogging- en hardlooppwedstrijden, hindernislopen of hondenrennen ;
- 3° hoogstens een weekend per maand de volgende activiteiten :
  - a) vliegtuigmodelbouw ;
  - b) paardrijden, koetsrijden, paardenshows;
  - c) golf;
  - d) schieten;
  - e) vliegen met ultralichte gemotoriseerde toestellen, paragliders en paramotors;
- 4° de installatie, gedurende hoogstens vijftien dagen per jaar, van een circustent of een parkeerzone, een circus, stands en kiosken ;
- 5° de installatie van kampen van jeugdbewegingen of soortgelijke bewegingen gedurende hoogstens anderhalve maand per jaar.

*Afdeling 3. — Arealen die geacht worden niet hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden te worden gebruikt*

**Art. 13.** Krachtens artikel 14, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de arealen die geacht worden niet hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden te worden gebruikt, arealen die, wegens hun ligging, hun historische context, de beperkte beschikbaarheid voor landbouwactiviteiten of de aanwezigheid van vaste installaties of voorzieningen, onmiskenbaar en permanent voor andere primaire doeleinden dan landbouwactiviteiten worden gebruikt. Deze doeleinden sluiten niet uit dat op de betrokken arealen bepaalde onderhouds- of nevenactiviteiten van agrarische aard worden verricht.

De in het eerste lid bedoelde arealen zijn met name:

- 1° bermen;
- 2° watertorens, reservoirs en waterwinningswerken alsmede de omheiningen daarvan
- 3° brandgangen;
- 4° tuinen;
- 5° percelen die bestemd zijn voor de productie van energie door middel van fotovoltaïsche panelen;
- 6° openbare parken en groene ruimten;

- 7° grasvelden;
- 8° golfterreinen;
- 9° havengebieden.

Voor de toepassing van lid 2, 1°, wordt onder "berm" verstaan de strook grond, bestaande uit een grasbedekking, die de scheiding vormt tussen enerzijds een infrastructuur zoals een weg of een spoorweg en anderzijds een andere vaste grens zoals een waterloop, een talud of een eigendomslijn.

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, wordt onder waterwinningswerken verstaan de werken, bedoeld in artikel D.2, 65°, van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

#### *Afdeling 4. — Bepaling van de subsidiabele arealen binnen de subsidiabele hectaren*

**Art. 14.** In toepassing van artikel 16, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden de arealen die worden ingenomen door de volgende elementen binnen het landbouwperceel beschouwd als niet-subsidiabele arealen:

- 1° wegen van meer dan twee meter breed met een harde of aarden bodem;
- 2° stortingen van mest, landbouwproducten en diverse producten, met inbegrip van landbouwwerktuigen, hout, bouw- en grondwerkafval, diverse afvalstoffen, banden en dekzeilen, die gedurende één jaar of langer op hun plaats blijven en een oppervlakte hebben van meer dan honderd vierkante meter;
- 3° grindhopen met een oppervlakte van meer dan honderd vierkante meter.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, zijn wegen met een aarden ondergrond uitgesloten indien zij het perceel van de ene naar de andere zijde doorkruisen.

#### *HOOFDSTUK 6. — Actieve landbouwer*

**Art. 15.** § 1. In toepassing van artikel 21, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de kwalificaties met een agrarische oriëntatie die toelaatbaar zijn in het kader van het begrip actieve landbouwer de volgende:

- 1° een master in een agronomische oriëntatie;
- 2° een bachelor in een agronomische oriëntatie;
- 3° een "CESS" behaald bij beëindiging van de opleiding van het technisch secundair doorstromingsonderwijs in een agronomische oriëntatie;
- 4° een "CESS" behaald bij beëindiging van de opleiding van het hoger secundair onderwijs alsook een "CQ6" met een landbouworientatie;
- 5° een certificaat van bedrijfshoofd van het landbouwbedrijf behaald op het einde van een in de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde post-schoolse landbouwopleiding.

§ 2. In toepassing van artikel 21, tweede lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt de minimumervaring van drie jaar bepaald door rekening te houden met de periode die verstreken is tussen de datum van inschrijving van de natuurlijke persoon als lid van een partner in het GBCS en de datum van indiening van de steunaanvraag.

Indien de toepassing van lid 1 echter niet toelaat de minimumervaring van drie jaar aan te tonen, kan de landbouwer aan het in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 bedoelde Vestigingscomité elk document overleggen waaruit zijn ervaringsjaren blijken.

Indien de toepassing van lid 2 het niet mogelijk maakt de minimumervaring van drie jaar aan te tonen, kan de landbouwer die rechtstreekse betalingen voor het aanvraagjaar 2020, 2021 of 2022 heeft ontvangen, verzoeken om te worden gehoord door het in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 bedoelde Vestigingscomité.

Het overeenkomstig lid 2 en lid 3 uitgebrachte advies van het Vestigingscomité bindt het betaalorgaan slechts wat de praktische ervaring betreft.

#### *HOOFDSTUK 7. — Jonge landbouwer en nieuwe landbouwer*

##### *Afdeling 1. — Criteria betreffende het bedrijfshoofd*

**Art. 16.** In toepassing van de artikelen 24, tweede lid, 1°, en 25, derde lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt de natuurlijke persoon die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet, geacht het enige bedrijfshoofd te zijn:

- 1° hij verklaart zich als natuurlijke persoon, particulier of zelfstandige, of bekleedt de functie bedoeld in artikel 19, 2°, b) of c) ;
- 2° zijn bedrijf beantwoordt aan de definitie van landbouwer bedoeld in artikel D.3, 4°, van het Waalse landbouwwetboek;
- 3° hij bezit 100% van de aandelen van het bedrijf bezit;
- 4° alleen zijn handtekening kan het bedrijf verbinden.

Als niet-enig bedrijfshoofd wordt beschouwd, de natuurlijke persoon die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

- 1° hij vervult een van de functies bedoeld in artikel 19 ;
- 2° zijn bedrijf beantwoordt aan de definitie van landbouwer bedoeld in artikel D.3, 4°, van het Waalse landbouwwetboek;
- 3° zijn handtekening is noodzakelijk of voldoende voor het beheer van het bedrijf;
- 4° zijn deelname is niet beperkt in de tijd;
- 5° zijn deelname aan de risico's en winsten is ten minste evenredig aan zijn deelname in de entiteit ;
- 6° hij bezit ten minste 25% van de aandelen van het bedrijf of, indien het bedrijf meer dan vier titularissen telt, ten minste een percentage aandelen dat overeenstemt met de verhouding tussen het aantal titularissen van het bedrijf en het totale aantal aandelen van het bedrijf;

7° hij verbindt zich ertoe, door middel van een verklaring op erewoord, de punten 1° tot en met 6° na te leven.

*Afdeling 2. — kwalificaties met een agrarische oriëntatie*

**Art. 17.** In toepassing van de artikelen 24, tweede lid, 2°, en 25, derde lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de kwalificaties met een agrarische oriëntatie die toelaatbaar zijn in het kader van het begrip actieve landbouwer de volgende:

- 1° een master in een agronomische oriëntatie;
- 2° een bachelor in een agronomische oriëntatie;
- 3° een diploma van het hoger of universitair onderwijs in een niet-agronomische oriëntatie;
- 4° een "CESS" behaald bij beëindiging van de opleiding van het technisch secundair doorstromingsonderwijs in een agronomische oriëntatie;
- 5° een "CESS" behaald bij beëindiging van de opleiding van het hoger secundair onderwijs;
- 6° een "CESS" behaald bij beëindiging van de opleiding van het hoger secundair onderwijs alsook een "CQ6" met een landbouworientatie;
- 7° een "CQ6" in een agronomische oriëntatie;
- 8° een certificaat van bedrijfshoofd van het landbouwbedrijf behaald op het einde van een in de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde post-schoolse landbouwopleiding.
- 9° een ervaring van ten minste vijf jaar, vastgesteld overeenkomstig artikel 18 en gecombineerd met het behalen van een van de in het tweede lid bedoelde getuigschriften.

De opleidingen bedoeld in het eerste lid, 3°, 5° en 7° worden in aanmerking genomen door het behalen van een van de volgende certificaten, samen met twee jaar overeenkomstig artikel 18 bepaalde minimumervaring :

- 1° een certificaat van post-schoolse opleiding type B;
- 2° een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren.

*Afdeling 3. — Bepaling van het aantal jaren ervaring*

**Art. 18.** § 1. In toepassing van artikel 24, tweede lid, 4°, en 25, derde lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden de minimale ervaringsjaren bepaald door rekening te houden met de periode die verstreken is tussen de datum van inschrijving van de natuurlijke persoon als lid van een partner in het GBCS en de datum van indiening van de steunaanvraag.

§ 2. Wanneer de toepassing van paragraaf 1 het niet mogelijk maakt het minimumaantal jaren ervaring dat op grond van artikel 17, lid 1, 9°, en lid 2, vereist is, aan te tonen, kan de landbouwer aan het Vestigingscomité elk document overleggen waaruit zijn ervaringsjaren blijken.

Bovendien kan de landbouwer, wanneer de toepassing van lid 1 het niet mogelijk maakt het vereiste minimumaantal jaren ervaring als bedoeld in artikel 17, lid 2, aan te tonen, verzoeken om door het Vestigingscomité te worden gehoord. Alleen de landbouwer die een van de opleidingen, bedoeld in artikel 17, eerste lid, 3°, 5° of 7°, heeft gevolgd, of beschikt over een getuigschrift van nascholing type B of een getuigschrift van aanvullende landbouwberoepsopleiding, afgegeven na voltooiing van een programma van ten minste honderdvijftig uur, kan verzoeken om te worden gehoord door het Vestigingscomité.

Het overeenkomstig lid 1 en lid 2 uitgebrachte advies van het Vestigingscomité bindt het betaalorgaan slechts wat de praktische ervaring betreft.

*HOOFDSTUK 8. — Vastgestelde leden van de partner*

**Art. 19.** In toepassing van de artikelen 23, tweede lid, 24, tweede lid, 3°, en 25, derde lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de leden van de partner die zijn vastgesteld en aan wie alle criteria met betrekking tot de begrippen actieve landbouwer, jonge landbouwer en nieuwe landbouwer kunnen worden getoetst, de volgende:

1° voor de groeperingen van natuurlijke personen :

- a) de vennoot of het lid ;
- b) de echtgenoot medetitularis ;
- c) de oprichter van een geregistreerde entiteit natuurlijke persoon;
- d) de oprichter van een entiteit zonder rechtspersoonlijkheid;

2° voor de vennootschappen:

- a) wat betreft BVBA, CVBA en VBA, de bestuurder ;
- b) de afgevaardigd bestuurder;
- c) de persoon die belast is met het dagelijks bestuur;
- d) de beheerder.

*HOOFDSTUK 9. — Toepassing van de maximumaantallen hectaren of dieren op houders van rechtspersonen, verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid*

**Art. 20.** § 1. In toepassing van artikel 27, § 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt het aantal hectaren of dieren waarop een titularis aanspraak kan maken met toepassing van artikel 27, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 bepaald volgens de volgende formule  $A * H$ .

Voor de toepassing van de formule bedoeld in paragraaf 1:

1° stemt  $A$  overeen met het percentage aandelen of de inbreng van de titularis in het kapitaal van de partner uitgedrukt in percentage;

2° stemt  $H$  overeen met het aantal hectaren of dieren van de partner dat potentieel voor steun in aanmerking komt.

Het aantal hectaren of dieren waarop een titularis aanspraak kan maken, is beperkt tot het maximum dat in de wetgeving betreffende de betrokken interventie is vastgesteld.

De titularissen dragen de last van het bewijs van hun respectievelijke aandelen.

Het aantal subsidiabele hectaren of dieren op partnerniveau is de som van het aantal hectaren of dieren waarop alle titularissen van de partner overeenkomstig de leden 1 tot en met 3 aanspraak kunnen maken. Deze som dient als basis voor de berekening van het betrokken steunbedrag op het niveau van de partner.

Indien het overeenkomstig lid 6 berekende betrokken steunbedrag op partnerniveau lager is dan het betrokken steunbedrag dat is berekend zonder toepassing van de in lid 1 bedoelde formule, wordt de steun op partnerniveau toegekend voor het aantal hectaren of dieren dat is berekend zonder toepassing van de in lid 1 bedoelde formule.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 kunnen de titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e), in het geval van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid opgericht door een titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e) bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015, en als de echtgenoten hun respectievelijke aandelen of inbrengen niet via andere elementen wegens bijzondere omstandigheden kunnen bewijzen, een verdelingsovereenkomst voorleggen, waarin de volgende gegevens worden vermeld:

1° de volledige identificatie van de titularis en van zijn meewerkende echtgeno(o)t(e);

2° de volledige identificatie van de betrokken partner;

3° de raming van de verdeling van de respectievelijke aandelen van de betrokken titularissen alsook, in voorkomend geval, de bewijsstukken van die raming.

De in lid 1 bedoelde verdelingsovereenkomst wordt uiterlijk op de uiterste datum voor wijziging van de verzamelaanvraag geregistreerd door een griffier en wordt aan het betaalorgaan bezorgd via het door de administratie beschikbaar gestelde geautomatiseerde elektronische loket of op papier per aangetekende post.

§ 3. In toepassing van artikel 27, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden de gebruiksrechten gewaardeerd volgens hun normale marktwaarde op het ogenblik van de inbreng in de activiteit.

In afwijking van het eerste lid wordt de inbreng van gebruiksrechten in geld beoordeeld volgens de nominale waarde bij de inbreng.

#### HOOFDSTUK 10. — *Gewichtsperscentage aan zaden*

**Art. 21.** Overeenkomstig artikel 30, lid 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 worden de gewichten aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van planten in zuivere teelt, vermeld in bijlage 1.

#### HOOFDSTUK 11. — *Conditionaliteit*

##### *Afdeling 1. — Individuele vergunningen voor de omschakeling van blijvend grasland*

**Art. 22.** Krachtens artikel 44, § 2, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 worden de aanvragen voor individuele omschakelingsvergunningen, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij het betaalorgaan ingediend uiterlijk op 30 september van het jaar waarin de verlaging van de jaarlijkse ratio meer dan 2,5% bedraagt. De aanvragen worden ingediend met behulp van het formulier dat de landbouwers ter beschikking wordt gesteld in het door de overheid ter beschikking gestelde geïnformatiseerde loket voor maatregelen betreffende het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

**Art. 23.** In toepassing van artikel 44, § 2, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 kunnen individuele omschakelingsvergunningen worden verleend binnen de limiet van artikel 43 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, rekening houdend voor blijvend grasland met een van de volgende kenmerken

1° *blijvend grasland met een bodem die wordt gekenmerkt door een van de volgende natuurlijke afwateringsklassen:*

a) vrij slechte afwatering, zonder verminderde horizont;

b) slechte afwatering, zonder verminderde horizont;

c) vrij slechte afwatering, met verminderde horizont;

d) slechte afwatering, met verminderde horizont;

2° blijvend grasland gelegen in gebieden met een gemiddeld overstromingsrisico door overloop;

3° percelen blijvend grasland met een hoge of zeer hoge erosiegevoeligheid;

4° blijvend grasland dat geheel of gedeeltelijk binnen de ecologische hoofdstructuur ligt;

5° *percelen blijvend grasland waarvan de bodem tot een van de volgende categorieën behoort:*

a) losse bodems met rotsachtig substraat binnen 40 cm van het oppervlak;

b) stenige bodems met rotsachtig of los substraat op minder dan 40 cm van het oppervlak;

c) zeer stenige bodems met een rotsachtig of los substraat tussen 20 en 80 cm van het oppervlak;

d) losse bodems met een rotsachtig substraat tussen 20 en 80 cm van het oppervlak;

e) bodems met rotsachtige uitlopers.

De specifieke kenmerken van elke klasse van afwatering, bedoeld in het eerste lid, 1°, zijn opgenomen in bijlage 2.

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, wordt verstaan onder:

1° steenachtige bodems: bodems met een steenachtige belasting van meer dan 15% en minder dan of gelijk aan 50%;

2° zeer stenige bodems: bodems met een stenige belasting van meer dan 50%.

**Art. 24.** Overeenkomstig artikel 44, § 2, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 deelt het betaalorgaan de individuele omschakelingsvergunningen uiterlijk op 31 oktober van het jaar waarin de aanvraag is ingediend, mee aan de betrokken landbouwers.

*Afdeling 2. — Omschakeling van bouwland of blijvende teelten naar blijvend grasland*

**Art. 25.** § 1. De in artikel 45, lid 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 bedoelde omschakelingsverplichting geldt in eerste instantie voor elke landbouwer die arealen laat omschakelen van blijvend grasland naar voor andere doeleinden gebruikte landbouwarealen zonder een overeenkomstig de artikelen 22 tot en met 24 verkregen individuele omschakelingsvergunning.

In het in lid 1 bedoelde geval zetten de landbouwers alle omgeschakelde blijvende graslanden om zonder voorafgaande individuele omschakelingsvergunning.

§ 2. Indien de toepassing van paragraaf 1 niet volstaat om de vermindering van het jaarlijkse verhoudingscijfer tot 5% of minder van het referentiecijfer te beperken, geldt de omschakelingsverplichting ook voor elke landbouwer die gedurende de drie jaar voorafgaand aan de datum van de laatste berekening van het jaarlijkse verhoudingscijfer landbouwarealen heeft omgeschakeld van blijvend grasland naar andere vormen van agrarisch gebruik.

In het in lid 1 bedoelde geval kan de landbouwer kiezen tussen:

1° een percentage van de oppervlakte die van blijvend grasland is omgeschakeld in landbouwgrond voor andere doeleinden omzetten;

2° op landbouwgrond die voor andere doeleinden wordt gebruikt, een areaal blijvend grasland creëren dat met dit percentage overeenkomt.

Het in lid 2 bedoelde percentage wordt berekend op basis van het areaal dat de landbouwer ter beschikking stond, omgeschakeld in de drie jaren vóór de datum van de laatste berekening van het jaarlijkse verhoudingscijfer en de totale oppervlakte die nodig is om de daling van het jaarlijkse verhoudingscijfer te beperken tot 4% of minder van het referentiecijfer.

§ 3. Lid 1 is van toepassing ongeacht de overdracht tussen landbouwers van oppervlakten blijvend grasland die na de datum van de omschakeling in landbouwgrond met een andere bestemming zijn omgezet.

§ 4. Blijvend grasland wordt uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het jaar van kennisgeving van de omschakelingsverplichting omgezet overeenkomstig de leden 1 en 2.

*Afdeling 2. — Bescherming van koolstofrijke bodems (GLMC 2)*

**Art. 26.** In toepassing van artikel 47, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden de eigenschappen van de zeer slechte afwateringsklasse met beperkte horizont bepaald in bijlage 2.

*Afdeling 4. — Criteria voor laboratoria voor bodemanalyse*

**Art. 27.** Overeenkomstig artikel 54, § 2, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, voldoen de laboratoria aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° zij zijn onafhankelijk van de landbouwers aan wie zij een analyse leveren;

2° zij beschikken over de apparatuur en de technische, IT- en menselijke middelen die nodig zijn om de analyse uit te voeren, alsook over een kwaliteitsbeheersysteem dat onder het ISO 17025-accreditatiesysteem valt en dat ten minste één parameter omvat die in de Matrix bodem wordt geanalyseerd;

3° zij verbinden zich ertoe de analyses uit te voeren volgens de procedure van bijlage 4 van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 ter uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen op bouwland;

4° zij zijn gebonden door een professionele samenwerking met de organisatie.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde criteria worden gecontroleerd aan de hand van de volgende elementen :

1° betreffende paragraaf 1, eerste lid, 1°, een verklaring op erewoord waarin het laboratorium zich ertoe verbindt belangenconflicten te vermijden;

2° betreffende paragraaf 1, eerste lid, 2°, de lijst van de monsternemers en de verantwoordelijken van het laboratorium die betrokken zijn bij de uitvoering van de analyse, alsmede een kopie van de conclusies en de relevante delen van de audit die in het kader van de ISO 17025-accreditatie is uitgevoerd;

3° met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, 3°, het bewijs van de in paragraaf 1, 3°, bedoelde verbintenis;

4° met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, 4°, het bewijs van professionele samenwerking tussen het laboratorium en de organisatie.

§ 3. De procedure voor de aanwijzing van de laboratoria wordt vastgesteld als volgt:

1. uiterlijk op 1 januari van elk jaar verstrekt de organisatie het betaalorgaan een volledige lijst van de laboratoria die aan de aanwijzingscriteria voldoen en stelt zij de in lid 2 bedoelde controlegegevens ter beschikking van het betaalorgaan;

2° het betaalorgaan valideert de lijst van bevoegde laboratoria op basis van de door de organisatie verstrekte informatie en eventueel na verificatie van de aanwijzingscriteria;

3° het betaalorgaan deelt aan de organisatie de laboratoria mee waarvan het de aanwijzing valideert binnen een maand na ontvangst van de lijst van de laboratoria die aan de aanwijzingscriteria voldoen;

4° de lijst van de laboratoria waarvan de aanwijzing door het betaalorgaan is gevalideerd, wordt ter beschikking van de landbouwers gehouden;

5° de organisatie stelt het betaalorgaan onverwijld in kennis van elke wijziging in de lijst bedoeld in 1°.

De in het eerste lid, 1° tot 4°, bedoelde procedure is van toepassing op de wijzigingen van de lijst.

*Afdeling 5.* — Erosiebestrijdingsstroken, technieken voor het aanplanten van gewassen in een bestaande bedekking en andere technische innovaties met bewezen resultaten bij het verminderen van het erosierisico

**Art. 28.** De erosiebestrijdingsstroken bedoeld in artikel 56, § 2, 3°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 voldoen aan de volgende cumulatieve kenmerken:

1° zij omsluiten het gehele perceel, met uitzondering van de grenzen die grenzen aan een blijvend of tijdelijk grasland, een bebossing van ten minste negen meter breed of een grasstrook van ten minste negen meter breed;

2° zij zijn ten minste negen meter breed;

3° zij hebben een van de volgende beklèdingen:

a) weidegrassen, aangeplant als zuivere teelt of als mengsel met elkaar of met peulvruchten;

b) wintergraangewassen, aangeplant als zuivere teelt of als mengsel met elkaar of met peulvruchten;

c) koolzaad (*Brassica napus*);

4° zij hebben een schijnbare vegetatiebedekking van 1 januari tot de datum van de oogst van de hoofdteelt. Indien de hoofdteelt vóór 30 juni wordt geoogst, wordt de erosiebestrijdingsstrook ten minste tot die datum gehandhaafd.

**Art. 29.** In toepassing van artikel 59, 1°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023, zijn de technieken voor het planten van gewassen in een bestaande bedekking de volgende:

1° strokenteelt of strip-till;

2° direct zaaien zonder grondbewerking of no-till.

**Art. 30.** In toepassing van artikel 59, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de andere technische innovaties waarvan de erkende resultaten het mogelijk maken het erosiegevaar te verminderen, de volgende:

1° het gebruik van een anti-erosie rol in de maïsteelt;

2° het inzaaien van tussenrijen in de maïsteelt.

**Art. 31.** Het teeltgewas bedoeld in artikel 60, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 is *miscanthus* (*Miscanthus* spp.).

*Afdeling 3.* — Instandhouding van niet-productieve kenmerken en oppervlakte ter verbetering van de biodiversiteit op boerderijen

**Art. 32.** Overeenkomstig artikel 67, § 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 zijn de coëfficiënten voor de berekening van de percentages bouwland die bestemd zijn voor niet-productieve oppervlakten of elementen, voor arealen met vanggewassen of voor arealen met stikstofbindende gewassen, opgenomen in bijlage 3.

**Art. 33.** § 1. In toepassing van artikel 68, § 2, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 vindt de lente-inzaai voor braakland met drachtplanten plaats tussen 1 maart en 15 mei. De inzaai in het najaar vindt plaats tussen 1 augustus en 30 september.

§ 2. Met toepassing van artikel 68, § 2, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, worden braakliggende gronden onderhouden van 15 februari tot en met 15 augustus.

In het geval van braakland met drachtplanten blijft de in het voorjaar ingezaaide dekking ten minste zes maanden na de datum van inzaai bestaan. De in het najaar ingezaaide oppervlakte blijft ten minste tot 15 september van het jaar na de inzaai bestaan. De landbouwer kan deze oppervlakte voor een tweede jaar als braakland met drachtplanten verklaren zonder dat hij opnieuw in het najaar moet inzaaien.

§ 3. Overeenkomstig artikel 68, § 2, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt de lijst van pollen- en nectarrijke soorten voor het aanleggen van braakblijvende arealen met drachtplanten in bijlage 4 vastgesteld. In bijlage 4 worden hoofdlijsten en secundaire lijsten van soorten drachtplanten nader bepaald, die erkend zijn voor het inzaaien van lente- en herfstsoorten.

Voor de inzaai in het najaar en het voorjaar zaait de landbouwer ten minste vijf soorten van de hoofdlijsten in bijlage 4 in. Voor elke ingezaaide soort bedraagt het zaadgewicht tussen 10% en 30% van het gewichtspercentage aan zaden dat normaliter wordt gebruikt voor de inzaai van de soort in zuivere teelt.

De landbouwer mag aan de gebruikte mengsels soorten van de secundaire lijst in bijlage 4 toevoegen. Voor elke ingezaaide soort mag het gewicht van het zaad niet meer bedragen dan 10% van het gewicht dat normaliter wordt gebruikt voor de inzaai van de soort in zuivere teelt.

Het gewichtspercentage aan zaden is vermeld in bijlage 1.

**Art. 34.** § 1. Overeenkomstig artikel 69, lid 3, 1°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023, is de lijst van de soorten die mogen worden gebruikt in mengsels voor de inzaai van arealen met vanggewassen opgenomen in bijlage 5.

§ 1. In toepassing van artikel 69, derde lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 loopt de inzaaiperiode voor gebieden met vanggewassen van 1 juli tot en met 30 september.

In afwijking van lid 1 kan, wanneer de aanleg van een areaal met een vanggewas plaatsvindt door het onderzaaien van gras of peulvruchten bij een hoofdteelt, het onderzaaien tegelijk met het inzaaien van de hoofdteelt of op een latere datum plaatsvinden.

In de in lid 2 bedoelde gevallen mogen de vanggewassen niet vóór 1 juni worden ingezaaid.

§ 3. In toepassing van artikel 69, lid 3, 3°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 wordt het vanggewas gedurende ten minste drie maanden vanaf de datum van vaststelling bewaard.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer een areaal met een vanggewas wordt ondergezaaid met gras of peulvruchten in een hoofdteelt, wordt het vanggewas gedurende ten minste twee maanden na de oogst van de hoofdteelt in stand gehouden.

§ 4. Overeenkomstig artikel 69, lid 4, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 zijn de aanvullende voorwaarden met betrekking tot de productiemethoden als volgt:

1° de bedekking van het vanggewas is samengesteld uit een mengsel van minstens twee gewassoorten die ingedeeld zijn in twee verschillende categorieën van de in bijlage 5 opgenomen lijst;



2° de vernietiging van het vanggewas is slechts toegestaan met mechanische middelen of door vorst tot 15 februari;

3° tijdens de plantengroei wordt het maaien van het vanggewas slechts toegelaten voor een mengsel met minstens een graminee bedoeld in bijlage 5 en voor zover de hergroei van minstens één van de soorten wordt gewaarborgd;

4° in afwijking van artikel 69, tweede lid, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 mag de bedekking tijdens de tussenteelt door schapen worden begraasd op voorwaarde dat de bedekking niet wordt vernietigd en dat er ten minste twee soorten overblijven

§ 5. Overeenkomstig artikel 69, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de aanvullende voorwaarden betreffende het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen als volgt:

1° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden tussen de datum van het planten en de datum van vernietiging van het vanggewas of, in geval van onderzaai van gras of peulgewassen in een hoofdteelt, tussen het tijdstip van de oogst van de hoofdteelt en de datum van vernietiging van het vanggewas;

2° het gebruik van minerale meststoffen is verboden tussen de datum van inzaaiing van het vanggewas en 15 februari van het daaropvolgende jaar, of, in geval van het onderzaaien van gras of van peulgewassen in de hoofdteelt, tussen de oogst en 15 februari van het daaropvolgende jaar;

3° het gebruik van met gewasbeschermingsmiddelen ingehuld en behandeld zaad is verboden op percelen met vanggewassen.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, eindigt het verbod op gewasbeschermingsmiddelen uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar.

**Art. 35.** § 1. Overeenkomstig artikel 70, lid 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, komen de volgende soorten stikstofbindende planten in aanmerking:

1° fenegriek (*Trigonella foenum-graecum*) ;

2° tuin- en veldbonen (*Vicia faba*);

3° linzen (*Lens cuinaris*) ;

4° rolklaver (*Lotus corniculatus*)

5° lupinen (*Lupinus* spp.);

6° geteelde luzerne (*Medicago sativa*);

7° hopklaver (*Medicago lupulina*)

8° erwten (*Pisum* spp.);

9° kikkererwt (*Cicer arietinum*) ;

10° esparcette (*Onobrychis viciifolia*) ;

11° sojaboon (*Glycine max*) ;

12° klavers (*Trifolium* spp.);

13° wikke (*Vicia* spp.).

In toepassing van artikel 70, lid 2, 2°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 begint het groeiseizoen voor arealen met stikstofbindende gewassen uiterlijk op 15 mei en eindigt het ten vroegste op 1 juli.

In toepassing van artikel 70, tweede lid, 3°, is het stikstofbindende gewas gedurende ten minste drie maanden na de aanleg ervan aanwezig.

§ 2. In toepassing van artikel 70, lid 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 is het gebruik van minerale meststoffen verboden op oppervlakten met stikstofhoudende gewassen, behalve een fosforhoudende of kaliumhoudende basisbemesting.

§ 3. Op percelen met geteelde luzerne (*Medicago sativa*), klaver (*Trifolium* spp.), hopklaver (*Medicago lupulina*), rolklaver (*Lotus corniculatus*) of esparcette (*Onobrychis viciifolia*) wordt tot 1 oktober een niet-gemaaide en niet-geogste vluchtstrook gehandhaafd die overeenkomt met ten minste 10% van het areaal van het perceel met stikstofbindende gewassen.

#### HOOFDSTUK 12. — *Slotbepaling*

**Art. 36.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage nr. 1. De gewichten aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van planten in zuivere teelt

Plantensoorten of -geslachten	Zaadichtheid in zuivere teelt, in kg/ha
<b>Grassen</b>	
Kanariezaad ( <i>Phalaris canariensis</i> )	20
Haver ( <i>Avena sativa</i> )	100
Ruwe of magere haver ( <i>Avena strigosa</i> ) ;	40
Dactylis ( <i>Dactylis spp.</i> )	15
Eenkoren ( <i>Triticum monococcum</i> )	100
Spelt ( <i>Triticum spelta</i> )	200
Zwenkgras ( <i>Festuca spp.</i> )	30
Doddengras ( <i>Phleum spp.</i> )	5
Gewone tarwe ( <i>Triticum aestivum</i> )	150
Gierst ( <i>Panicum miliaceum</i> )	20
Trosgierst ( <i>Setaria italica</i> )	20
Gerst ( <i>Hordeum vulgare</i> )	120
Engels raaigras ( <i>Lolium perenne</i> )	25
Rogge (Secale cereale)	80
Grote sorgo ( <i>Sorghum bicolor</i> )	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i> )	130
<b>Peulgewassen</b>	
Fenegriek ( <i>Trigonella foenum-graecum</i> ) ;	35
Tuinboon of labboon ( <i>Vicia faba</i> )	250
Linzen ( <i>Lens spp.</i> )	35
Rolklaver ( <i>Lotus spp.</i> )	25
Witte lupine ( <i>Lupinus albus</i> )	170
Blauwe lupine ( <i>Lupinus angustifolius</i> )	130
Gele lupine ( <i>Lupinus luteus</i> )	130
Rupsklaver ( <i>Medicago spp.</i> )	20
Honingklaver ( <i>Melilotus spp.</i> )	15

Kikkererwt ( <i>Cicer arietinum</i> ) ;	225
Voedererwt ( <i>Pisum sativum</i> )	60
Eiwitrijke erwten ( <i>Pisum sativum</i> )	120
Esparcette ( <i>Onobrychis</i> spp.)	40
Sojaboon ( <i>Glycine max</i> )	145
Witte klaver ( <i>Trifolium repens</i> )	20
Alexandrijnse klaver ( <i>Trifolium alexandrinum</i> )	15
Perzische klaver ( <i>Trifolium resupinatum</i> )	20
Basterdklaver ( <i>Trifolium hybridum</i> )	15
Inkarnaatklaver ( <i>Trifolium incarnatum</i> )	20
Rode klaver ( <i>Trifolium pratense</i> )	20
Voederwikke ( <i>Vicia sativa</i> )	50
Muizenwikke ( <i>Vicia narbonensis</i> )	80
Bonte wikke ( <i>Vicia villosa</i> )	40
<b>Kruisbloemen</b>	
Huttentut ( <i>Camelina sativa</i> )	5
Koolzaad ( <i>Brassica napus</i> )	8
Witte mosterd ( <i>Sinapis alba</i> )	8
Radijs ( <i>Raphanus sativus</i> ) ;	8
<b>Anderere</b>	
Borago ( <i>Borago</i> spp.)	25
Centaurie ( <i>Centaurea</i> sp.)	15
Cichorei ( <i>Cichorium</i> spp.)	15
Koriander ( <i>Coriandrum sativum</i> )	25
Vlas ( <i>Linum</i> spp.)	60
Kaasjeskruid ( <i>Malva</i> sp.)	20
Klaproos ( <i>Papaver</i> spp.)	8
Phacelia ( <i>Phacelia</i> spp.)	10
Quinoa ( <i>Chenopodium quinoa</i> )	8
Boekweit ( <i>Fagopyrum esculentum</i> )	40
Zonnebloem ( <i>Helianthus annuus</i> )	40

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

## Bijlage nr. 2. Definitie van de afwateringsklassen in het kader van de GLMC 1 en 2

Natuurlijke afwateringsklassen	Definities		Diepte (in cm) waarop oxidatie-reductie verschijnselen (pseudo-gley) of reductieverschijnselen (gley) voorkomen				Symbool van de numerieke kaart van de bodems van Wallonië	
	Z, S, P-texturen	Texturen L, A, E, U, G	Oxidatie-reductie	Verlaging	Oxidatie-reductie	Verlaging	Verlaging	
Vrij slecht, zonder verminderde horizon;	Vochtige bodems	Gronden met tijdelijke wateroverlast, sterk gegleyseerd	20 tot 40	n.v.t.	30 tot 50	n.v.t.	h	
Slecht, zonder verminderde horizon;	Zeer vochtige bodems	Gronden met tijdelijke wateroverlast, zeer sterk gegleyseerd	0 tot 20	n.v.t.	0 tot 30	n.v.t.	i	
Vrij slecht, met verminderde horizon;	Vochtige bodems	Gronden met permanente wateroverlast met een beat area, sterk gegleyseerd	20 tot 40	> 80	30 tot 50	> 80	e	
Slecht, met verminderde horizon;	Zeer vochtige bodems	Gronden met permanente wateroverlast met een beat area, zeer sterk gegleyseerd	0 tot 20	40 tot 80	0 tot 30	40 tot 80	f	
Zeer slecht, met verminderde horizon;	Extreem vochtige bodems	Gronden met permanente wateroverlast zonder een beat area, zeer sterk gegleyseerd	n.v.t.	< 40	n.v.t.	< 40	g	

Textuurklasse legenda :

- Z: zand;
- S: leemzand, kleiachtig zand ;
- P: lichte zandige leem ;
- L: zandige leem, zware zandige leem ;
- A: licht leem, leem, zwaar leem;
- E: lichte klei, zandige klei, klei, leemachtige klei ;
- U: zware klei, zware zandige klei, zeer zware klei,
- G: stenige bodems met fijne grond van de klassen L, A of E.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage nr. 3. Coëfficiënten voor de berekening van de percentages bouwland die bestemd zijn voor niet-productieve oppervlakten of elementen, voor arealen met vanggewassen of voor arealen met stikstofbindende gewassen

Bijzonderheden	Omzettingcoëfficiënt	Wegingscoëfficiënt	Areaal
Braakland (per vierkante meter)	n.v.t.	1	1 m <sup>2</sup>
Topografische bijzonderheden:			
Bomenrijen (per strekkende meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Geïsoleerde bomen (per boom)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Dichtstbijzijnde bomen (per boom)	20	1,5	30 m <sup>2</sup>
Bosjes (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Grachten (per strekkende meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Grachten (per strekkende meter)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Taluds (per strekkende meter)	1	n.v.t.	1 m <sup>2</sup>
Vijvers (per vijver)	400	1,5	600 m <sup>2</sup>
Geïsoleerde struiken en heesters (per struik of heester)	5	2	10 m <sup>2</sup>
Weideranden (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Braakland met drachtplanten (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>

Ingerichte perceelstroken (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Met gras bezaaide perceelstranden (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Percelen met nog staande graangewassen (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m <sup>2</sup>
Arealen met vanggewassen (per vierkante meter)	n.v.t.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>
Arealen met stikstofbindende gewassen (per vierkante meter)	n.v.t.	0,3	0,3 m <sup>2</sup>

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage nr. 4. Lijst van pollen- en nectarrijke soorten voor het aanleggen van braakblijvende arealen met drachtplanten

1. Lijst voor in te zaaien lentesoorten :
  - a) Hoofdlijst voor in te zaaien lentesoorten :
    - Witte mosterd (*Sinapis alba*)
    - Bijenbrood (*Phacelia tanacetifolia*)
    - Radijs (*Raphanus sativus*);
    - Boekweit (*Fagopyrum esculentum*)
    - Zonnebloem (*Helianthus annuus*)
    - Witte klaver (*Trifolium repens*)
    - Alexandrijnse klaver (*Trifolium alexandrinum*)
    - Perzische klaver (*Trifolium resupinatum*)
    - Voederwikke (*Vicia sativa*)
  - b) Secundaire lijst voor in te zaaien lentesoorten :
    - Bernagie (*Borago officinalis*)
    - Koriander (*Coriandrum sativum*)
    - Vlas (*Linum usitatissimum*)
    - Nigelle (*Nigella* spp.).
2. Lijst voor in te zaaien herfstsoorten :
  - a) Hoofdlijst voor in te zaaien herfstsoorten :
    - Koolzaad (*Brassica napus*)
    - Roodzwenkgras (*Festuca rubra*)
    - Rolklaver (*Lotus corniculatus*)
    - Geteelte luzerne (*Medicago sativa*)
    - Hopklaver (*Medicago lupulina*)
    - Witte honigklaver (*Melilotus albus*)
    - Witte klaver (*Trifolium repens*)
    - Inkarnaatklaver (*Trifolium incarnatum*)



b) Secundaire lijst voor in te zaaien herfstsoorten :

- Korenbloem (Centaurea cyanus)
- Centaurie (Centaurea sp.) ;
- Cichorei (Cichorium sp.) ;
- Grote klaproos (Papaver rhoeas)
- Kaasjeskruid (Malva sp.)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

## Bijlage nr. 5. Lijst van plantensoorten voor het aanleggen van arealen met vanggewassen

## Categorie A. Grassen, inclusief granen

- 1° Haver (*Avena sativa*) ;
- 2° Ruwe of magere haver (*Avena strigosa*) ;
- 3° Dactylis (*Dactylis* spp.) ;
- 4° Zwenkgras (*Festuca* spp.);
- 5° Gewone tarwe (*Triticum aestivum*);
- 6° Engels raaigras (*Lolium perenne*) ;
- 7° Italiaans raaigras (*Lolium multiflorum*) ;
- 8° Rogge (*Secale cereale*);
- 9° Triticale (×*Triticosecale*).

## Categorie B. Peulgewassen:

- 1° Tuin- en veldbonen (*Vicia faba*);
- 2° Graserwt (*Lathyrus sativus*) ;
- 3° Rolklaver (*Lotus* spp.); ;
- 4° Erwt (*Pisum sativum*) ;
- 5° klavers (*Trifolium* spp.);
- 6° Voederwikke (*Vicia sativa*) ;
- 7° Bonte wikke (*Vicia villosa*).

## Categorie C. Kruisbloemigen :

- 1° Huttentut (*Camelina sativa*);
- 2° Kool (*Brassica oleacea*) ;
- 3° Witte mosterd blanche (*Sinapis alba*) ;
- 4° Tuinradijs (*Raphanus sativus*) ;

## Categorie D. Andere families:

- 1° Gingellikruid (*Guizotia abyssinica*) ;
- 2° Vlas (*Linum usitatissimum*) ;
- 3° Phacelia (*Phacelia tanacetifolia*) ;
- 4° Boekweit (*Fagopyrum esculentum*);
- 5° Zonnebloem (*Helianthus annuus*)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS